

États financiers 2012



Rapport financier 2012 consolidé

Exercice terminé le 31 décembre

Nom : Gatineau

Code géographique : 81017

Type d'organisme municipal : Municipalité locale

*Affaires municipales,
Régions et Occupation
du territoire*

Québec 

Section I - États financiers consolidés

Table des matières	S4
États financiers consolidés audités	S5 - S25
Renseignements consolidés non audités	S26 - S28

Section II - Autres renseignements financiers

Table des matières	S30
Taux global de taxation réel audité	S31 - S34
Autres renseignements non audités	S35 - S57

**RAPPORT DU TRÉSORIER OU DU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER
SUR LE RAPPORT FINANCIER CONSOLIDÉ**

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), André Barbeau, atteste la véracité du rapport financier consolidé

de Gatineau pour l'exercice terminé le 31 décembre 2012.
(Nom de l'organisme)

Date 2013-04-10

Signature



Dernière modification : 2013-04-09 17:45:18

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Section I	
États financiers consolidés audités	
Rapport de l'auditeur indépendant	6
Rapport du vérificateur général	6.1
Renseignements complémentaires consolidés	
Informations sectorielles consolidées	
Résultats détaillés par organismes	7
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales par organismes	8
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales par organismes	9
Variation des actifs financiers nets (de la dette nette) par organismes	10
Situation financière par organismes	11
Flux de trésorerie par organismes	12
Charges par objets par organismes	13
Résultats détaillés (1)	14
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales (1)	15
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales (1)	16
Charges par objets (1)	17
État consolidé des résultats	18
État consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	19
État consolidé de la situation financière	20
État consolidé des flux de trésorerie	21
Notes complémentaires aux états financiers consolidés	22
Autres renseignements complémentaires consolidés	
Excédent (déficit) accumulé	23
Avantages sociaux futurs	24
Endettement total net à long terme	25
Renseignements consolidés non audités	
Analyse des revenus consolidés	27
Analyse des charges consolidées	28
Section II	
Autres renseignements financiers - Table des matières	30

(1) Lorsque le rapport financier est consolidé, ces pages ne s'appliquent pas.

Section I - États financiers consolidés

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du conseil,

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés ci-joints de la Ville de Gatineau qui comprennent l'état consolidé de la situation financière au 31 décembre 2012, l'état consolidé des résultats, l'état consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et l'état consolidé des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

Responsabilité de la direction pour les états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers consolidés conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers consolidés, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en oeuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers consolidés. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers consolidés afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers consolidés.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Opinion

À notre avis, les états financiers consolidés donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Ville de Gatineau au 31 décembre 2012, ainsi que des résultats de ses activités, de la variation de ses actifs financiers nets (de sa dette nette) et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Observations

Sans pour autant modifier notre opinion, nous attirons l'attention sur le fait que la Ville de Gatineau inclut dans ses états financiers consolidés certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations, établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire et présentées aux pages 8, 9, 23 et 25, portent sur l'établissement de l'excédent (déficit) de l'exercice à des fins fiscales et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

fins fiscales ainsi que sur l'endettement total net à long terme.

Deloitte s.e.n.c.r.l. ^①

① CPA auditeur, CA permis de comptabilité publique A115222

Gatineau, Québec

DATE 2013-04-10

Dernière modification : 2013-04-09 17:45:18

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL

Aux membres du conseil,

J'ai effectué l'audit des états financiers consolidés ci-joints de la Ville de Gatineau, qui comprennent l'état consolidé de la situation financière au 31 décembre 2012, l'état consolidé des résultats, l'état consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et l'état consolidé des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

Responsabilité de la direction pour les états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers consolidés conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers consolidés, sur la base de mon audit. J'ai effectué mon audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que je me conforme aux règles de déontologie et que je planifie et réalise l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en oeuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers consolidés. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers consolidés afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers consolidés.

J'estime que les éléments probants que j'ai obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder mon opinion d'audit.

Opinion

À mon avis, les états financiers consolidés donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Ville de Gatineau au 31 décembre 2012, ainsi que les résultats de ses activités, de la variation de ses actifs financiers nets (de sa dette nette) et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Observations

Sans pour autant modifier mon opinion, j'attire l'attention sur le fait que la Ville de Gatineau inclut dans ses états financiers consolidés certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations, établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire et présentées aux pages 8, 9, 23 et 25, portent sur l'établissement de l'excédent (déficit) de l'exercice à des fins fiscales et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales ainsi que

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL

sur l'endettement total net à long terme.



Alain Girard, CPA auditeur, CA
Vérificateur général de la Ville de Gatineau

Gatineau

DATE 2013-04-10

Dernière modification : 2013-04-09 17:45:18

**INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012**

		<u>Réalisations 2011</u>	<u>Budget 2012</u>	<u>Réalisations 2012</u>			
		<u>Administration municipale</u>	<u>Administration municipale</u>	<u>Administration municipale</u>	<u>Ventilation de l'amortissement</u>	<u>Organismes contrôlés</u>	<u>Total consolidé¹</u>
Revenus							
Fonctionnement							
Taxes	1	349 823 353	361 720 000	363 204 185			363 204 185
Compensations tenant lieu de taxes	2	49 499 197	50 626 000	51 002 237			51 002 237
Quotes-parts	3					45 239 104	164 104
Transferts	4	26 392 682	24 303 000	29 267 926		29 057 924	52 922 976
Services rendus	5	16 993 135	14 794 000	17 110 300		39 626 990	56 737 290
Imposition de droits	6	23 373 055	18 645 000	27 496 698			27 496 698
Amendes et pénalités	7	13 782 938	12 784 000	15 449 671			15 449 671
Intérêts	8	5 569 391	5 648 000	6 240 192		187 329	6 427 521
Autres revenus	9	6 315 845	6 782 000	5 931 638		4 849 421	10 715 648
	10	491 749 596	495 302 000	515 702 847		118 960 768	584 120 330
Investissement							
Taxes	11						
Quotes-parts	12						
Transferts	13	20 959 503	20 399 000	16 783 046		51 371 993	68 155 039
Autres revenus							
Contributions des promoteurs	14	46 845 075		12 985 694			12 985 694
Autres	15						
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales	16					(152 009)	(152 009)
	17	67 804 578	20 399 000	29 768 740		51 219 984	80 988 724
	18	559 554 174	515 701 000	545 471 587		170 180 752	665 109 054
Charges							
Administration générale	19	52 520 864	55 213 221	61 252 049	2 730 801		63 982 850
Sécurité publique	20	91 756 308	98 783 398	100 841 066	4 374 281		105 215 347
Transport	21	81 869 470	87 920 725	89 569 322	23 296 514	95 031 707	162 164 748
Hygiène du milieu	22	59 365 676	61 947 839	63 552 420	25 601 879		89 154 299
Santé et bien-être	23	1 959 657	3 271 568	2 552 734	3 766		2 556 500
Aménagement, urbanisme et développement	24	20 939 857	19 935 876	28 312 870	171 980	4 597 568	28 768 657
Loisirs et culture	25	68 885 676	68 129 293	78 782 973	8 634 498	4 724 817	91 645 559
Réseau d'électricité	26						
Frais de financement	27	30 273 699	31 243 231	31 600 896		3 445 134	35 046 030
Amortissement des immobilisations	28	61 986 392	62 508 465	64 813 719	(64 813 719)		
	29	469 557 599	488 953 616	521 278 049		107 799 226	578 533 990
Excédent (déficit) de l'exercice	30	89 996 575	26 747 384	24 193 538		62 381 526	86 575 064

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012

	Réalizations 2011		Budget 2012		Réalizations 2012		
		Administration municipale		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés	Total consolidé ¹
Excédent (déficit) de l'exercice	1	89 996 575		26 747 384	24 193 538	62 381 526	86 575 064
Moins: revenus d'investissement	2	(67 804 578 )	(	20 399 000)	(29 768 740)	(51 219 984)	(80 988 724)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	22 191 997		6 348 384	(5 575 202)	11 161 542	5 586 340
CONCILIATION À DES FINS FISCALES							
<i>Ajouter (déduire)</i>							
Immobilisations							
Amortissement	4	61 986 392		62 508 465	64 813 719	10 196 841	75 010 560
Produit de cession	5	2 598 478			4 290 677	141 313	4 431 990
(Gain) perte sur cession	6	(1 359 432)			(2 764 986)	1 697 998	(1 066 988)
Réduction de valeur / Reclassement	7						
	8	63 225 438		62 508 465	66 339 410	12 036 152	78 375 562
Propriétés destinées à la revente							
Coût des propriétés vendues	9	75 693			343 513		343 513
Réduction de valeur / Reclassement	10						
	11	75 693			343 513		343 513
Prêts, placements à long terme à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales							
Remboursement ou produit de cession	12					314 703	314 703
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13						
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14					133 885	133 885
	15					448 588	448 588
Financement							
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16	1 760 619			6 262 330		6 262 330
Remboursement de la dette à long terme	17	(40 531 103 )	(	38 650 250)	(41 085 240)	(4 528 476)	(45 613 716)
	18	(38 770 484)	(	(38 650 250)	(34 822 910)	(4 528 476)	(39 351 386)
Affectations							
Activités d'investissement	19	(23 405 932 )	(	25 870 600)	(32 466 903)	(17 966 821)	(50 433 724)
Excédent (déficit) accumulé							
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20	183 184		(795 000)	9 627 546	99 192	9 726 738
Excédent de fonctionnement affecté	21	11 698 582			18 784 622	(273 613)	18 511 009
Réserves financières et fonds réservés	22	(7 891 983)		(5 022 430)	(6 631 939)	(94 114)	(6 726 053)
Montant à pourvoir dans le futur	23	5 760 495		7 580 431	11 184 239	517 181	11 701 420
Financement des investissements en cours	24						
	25	(13 655 654)		(24 107 599)	497 565	(17 718 175)	(17 220 610)
	26	10 874 993		(249 384)	32 357 578	(9 761 911)	22 595 667
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27	33 066 990		6 099 000	26 782 376	1 399 631	28 182 007

¹ Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012

	Réalizations 2011		Budget 2012		Réalizations 2012	
	Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés	Total consolidé ¹	
Revenus d'investissement	1	67 804 578	20 399 000	29 768 740	51 219 984	80 988 724
CONCILIATION À DES FINS FISCALES						
<i>Ajouter (déduire)</i>						
Immobilisations						
Acquisition						
Administration générale	2	(2 762 625)	(11 221 000)	(5 063 548)	(1 794 673)	(6 858 221)
Sécurité publique	3	(5 332 508)	(2 632 000)	(3 278 053)	()	(3 278 053)
Transport	4	(70 373 295)	(29 150 000)	(37 616 981)	(114 289 069)	(151 906 050)
Hygiène du milieu	5	(65 160 779)	(28 343 000)	(19 355 014)	()	(19 355 014)
Santé et bien-être	6	()	(3 152 000)	()	()	()
Aménagement, urbanisme et développement	7	(1 400 601)	(1 120 000)	(1 825 050)	(20 149)	(1 845 199)
Loisirs et culture	8	(11 803 443)	(7 071 000)	(7 712 434)	(12 417)	(7 724 851)
Réseau d'électricité	9	()	()	()	()	()
	10	(156 833 251)	(82 689 000)	(74 851 080)	(116 116 308)	(190 967 388)
Propriétés destinées à la revente						
Acquisition	11	(1 014 698)	()	(55 847)	()	(55 847)
Prêts, placements à long terme à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales						
Émission ou acquisition	12	()	()	()	(917 543)	(917 543)
Financement						
Financement à long terme des activités d'investissement	13	44 958 140	31 396 970	60 533 909	33 521 996	94 055 905
Affectations						
Activités de fonctionnement	14	23 405 932	25 870 600	32 466 903	17 966 821	50 433 724
Excédent accumulé						
Excédent de fonctionnement non affecté	15	1 925 120		1 903 547		1 903 547
Excédent de fonctionnement affecté	16	5 481 674		14 727 478	1 202 656	15 930 134
Réserves financières et fonds réservés	17	6 890 819	5 022 430	6 811 614	393 149	7 204 763
	18	37 703 545	30 893 030	55 909 542	19 562 626	75 472 168
	19	(75 186 264)	(20 399 000)	41 536 524	(63 949 229)	(22 412 705)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	20	(7 381 686)		71 305 264	(12 729 245)	58 576 019

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE) PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012

		Réalizations 2011		Budget 2012		Réalizations 2012		Total consolidé ¹
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	89 996 575	26 747 384	24 193 538	62 381 526			86 575 064
Variation des immobilisations								
Acquisition	2	(156 833 251)	(82 689 000)	(74 851 080)	(116 116 308)			(190 967 388)
Produit de cession	3	2 598 478		4 290 677	141 313			4 431 990
Amortissement	4	61 986 392	62 508 465	64 813 719	10 196 841			75 010 560
(Gain) perte sur cession	5	(1 359 432)		(2 764 986)	1 697 998			(1 066 988)
Réduction de valeur / Reclassement	6							
	7	(93 607 813)	(20 180 535)	(8 511 670)	(104 080 156)			(112 591 826)
Variation des propriétés destinées à la revente	8	(939 005)		287 666				287 666
Variation des stocks de fournitures	9	128 489		42 598	(1 649)			40 949
Variation des autres actifs non financiers	10	(664 651)		(123 946)	122 398			(1 548)
	11	(1 475 167)		206 318	120 749			327 067
Variation des actifs financiers nets ou de la dette nette	12	(5 086 405)	6 566 849	15 888 186	(41 577 881)			(25 689 695)
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice	13	(318 347 061)		(323 433 466)	(50 259 692)			(373 693 158)
Redressement aux exercices antérieurs	14							
Actifs financiers nets redressés (dette nette redressée) au début de l'exercice	15	(318 347 061)		(323 433 466)	(50 259 692)			(373 693 158)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	16	(323 433 466)		(307 545 280)	(91 837 573)			(399 382 853)

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

**INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
SITUATION FINANCIÈRE PAR ORGANISMES
AU 31 DÉCEMBRE 2012**

		2011		2012	
		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés	Total consolidé ¹
ACTIFS FINANCIERS					
Encaisse	1	79 485 419	138 714 706	15 764 394	154 479 100
Placements temporaires	2	70 000 000	75 000 000		75 000 000
Débiteurs (note 5)	3	168 800 933	160 174 119	166 149 121	325 186 699
Prêts (note 6)	4	722 281	722 281		722 281
Placements à long terme (note 7)	5	750 000	750 000	1 959 053	2 709 053
Participations dans des entreprises municipales	6				
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	7				
Autres actifs financiers (note 9)	8				
	9	319 758 633	375 361 106	183 872 568	558 097 133
PASSIFS					
Découvert bancaire	10				
Emprunts temporaires	11				
Créditeurs et charges à payer (note 10)	12	115 292 739	113 110 239	21 432 171	133 405 869
Revenus reportés (note 11)	13	3 015 992	9 001 918	4 624 629	13 626 547
Dette à long terme (note 12)	14	500 283 068	534 171 029	251 367 641	785 538 670
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	15	24 600 300	26 623 200	(1 714 300)	24 908 900
	16	643 192 099	682 906 386	275 710 141	957 479 986
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE)	17	(323 433 466)	(307 545 280)	(91 837 573)	(399 382 853)
ACTIFS NON FINANCIERS					
Immobilisations (note 13)	18	1 395 603 116	1 404 114 786	346 921 426	1 751 036 212
Propriétés destinées à la revente (note 14)	19	12 711 158	12 423 492		12 423 492
Stocks de fournitures	20	4 520 706	4 478 108	2 866 132	7 344 240
Autres actifs non financiers (note 15)	21	2 182 882	2 306 828	700 608	3 007 436
	22	1 415 017 862	1 423 323 214	350 488 166	1 773 811 380
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ					
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	23	50 973 684	49 804 116	3 472 860	53 276 976
Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés	24	99 612 985	86 138 692	6 897 781	93 036 473
Montant à pourvoir dans le futur	25	(42 059 722)	(53 243 961)	(3 043 900)	(56 287 861)
Financement des investissements en cours	26	13 492 315	81 000 948	4 406 107	85 407 055
Investissement net dans les éléments à long terme	27	969 565 134	952 078 139	246 917 745	1 198 995 884
	28	1 091 584 396	1 115 777 934	258 650 593	1 374 428 527

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

**INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
FLUX DE TRÉSORERIE PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012**

	Réalizations 2011		Réalizations 2012		
	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés	Total consolidé ¹	
Activités de fonctionnement					
Excédent (déficit) de l'exercice	1	89 996 575	24 193 538	62 381 526	86 575 064
Éléments sans effet sur la trésorerie					
Amortissement	2	61 986 392	64 813 719	10 196 841	75 010 560
Autres					
- Gain sur cession d'immob.	3	(1 359 432)	(2 764 986)	1 697 998	(1 066 988)
- Variation rev invest.	4			133 882	133 882
	5	150 623 535	86 242 271	74 410 247	160 652 518
Variation nette des éléments hors caisse					
Débiteurs	6	(14 575 178)	8 626 814	(38 990 249)	(30 363 435)
Autres actifs financiers	7				
Créditeurs et charges à payer	8	(9 162 945)	(2 182 500)	3 340 682	1 158 182
Revenus reportés	9	(46 911)	5 985 926	(391 250)	5 594 676
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10	(399 700)	2 022 900	(826 800)	1 196 100
Propriétés destinées à la revente	11	(939 005)	287 666		287 666
Stocks de fournitures	12	128 489	42 598	(1 649)	40 949
Autres actifs non financiers	13	(664 651)	(123 946)	122 398	(1 548)
	14	124 963 634	100 901 729	37 663 379	138 565 108
Activités d'investissement en immobilisations					
Acquisition	15 (	156 833 251 ) (	74 851 080 ) (	116 116 308 ) (	190 967 388)
Produit de cession	16	2 598 478	4 290 677	141 313	4 431 990
	17	(154 234 773)	(70 560 403)	(115 974 995)	(186 535 398)
Activités de placement					
Prêts, placements à long terme à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales					
Émission ou acquisition	18 (	) (	) (	917 543 ) (	917 543)
Remboursement ou cession	19			314 703	314 703
Variation nette des placements temporaires	20	(20 000 000)	(5 000 000)	872	(4 999 128)
Variation nette des autres placements à long terme	21				
	22	(20 000 000)	(5 000 000)	(601 968)	(5 601 968)
Activités de financement					
Émission de dettes à long terme	23	57 727 750	79 737 853	86 180 000	165 917 853
Remboursement de la dette à long terme	24 (	44 464 966 ) (	45 727 271 ) (	19 503 033 ) (	65 230 304)
Variation nette des emprunts temporaires	25				
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	26	116 249	(122 621)	(606 449)	(729 070)
Autres					
-	27				
-	28				
	29	13 379 033	33 887 961	66 070 518	99 958 479
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	30	(35 892 106)	59 229 287	(12 843 066)	46 386 221
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice	31	115 377 525	79 485 419	28 607 460	108 092 879
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice²	32	79 485 419	138 714 706	15 764 394	154 479 100

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

2. La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de l'encaisse, du découvert bancaire et des placements temporaires dont l'échéance initiale est de moins de trois mois.

**INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
CHARGES PAR OBJETS PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012**

		<u>Réalisations 2011</u>	<u>Budget 2012</u>	<u>Réalisations 2012</u>	<u>Total consolidé¹</u>	
		<u>Administration municipale</u>	<u>Administration municipale</u>	<u>Administration municipale</u>	<u>Organismes contrôlés</u>	
Rémunération	1	170 332 382	179 056 920	194 729 159	44 143 517	238 457 879
Charges sociales	2	46 620 999	51 152 550	54 705 825	15 735 704	70 303 264
Biens et services	3	99 848 857	105 200 210	106 174 615	33 170 605	135 187 792
Frais de financement						
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge						
De l'organisme municipal	4	20 230 508	21 540 421	20 281 902	1 090 547	21 372 449
D'autres organismes municipaux	5	4 594	5 000	3 088		3 088
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	6	5 015 097	5 032 810	5 069 806	2 127 372	7 197 178
D'autres tiers	7					
Autres frais de financement	8	5 023 500	4 665 000	6 246 100	227 215	6 473 315
Contributions à des organismes						
Organismes municipaux						
Quotes-parts	9					
Autres	10	42 560 444	45 075 000	45 885 328		52 533
Autres organismes	11	14 667 808	10 281 860	20 628 191	914 033	21 542 224
Amortissement des immobilisations	12	61 986 392	62 508 465	64 813 719	10 196 841	75 010 560
Autres						
-	13	3 267 018	4 435 380	2 740 316	193 392	2 933 708
-	14					
-	15					
	16	469 557 599	488 953 616	521 278 049	107 799 226	578 533 990

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012**

		Budget 2012	Réalizations	
			2012	2011 (Redressées note 18)
Revenus				
Taxes	1	361 720 000	363 204 185	349 823 353
Compensations tenant lieu de taxes	2	50 626 000	51 002 237	49 499 197
Quotes-parts	3	170 000	164 104	153 575
Transferts	4	140 762 787	121 078 015	109 026 320
Services rendus	5	54 824 171	56 737 290	55 774 400
Imposition de droits	6	18 645 000	27 496 698	23 373 055
Amendes et pénalités	7	12 784 000	15 449 671	13 782 938
Intérêts	8	5 678 000	6 427 521	5 736 330
Autres revenus	9	6 782 000	23 701 342	59 829 874
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales	10		(152 009)	
	11	651 991 958	665 109 054	666 999 042
Charges				
Administration générale	12	57 745 026	63 982 850	55 027 060
Sécurité publique	13	103 127 103	105 215 347	96 173 762
Transport	14	160 111 939	162 164 748	151 412 339
Hygiène du milieu	15	86 089 748	89 154 299	83 812 327
Santé et bien-être	16	3 276 343	2 556 500	1 963 423
Aménagement, urbanisme et développement	17	20 692 900	28 768 657	22 586 316
Loisirs et culture	18	80 716 306	91 645 559	81 780 745
Réseau d'électricité	19			
Frais de financement	20	43 180 009	35 046 030	33 646 300
	21	554 939 374	578 533 990	526 402 272
Excédent (déficit) de l'exercice	22	97 052 584	86 575 064	140 596 770
Excédent (déficit) accumulé au début de l'exercice	23		1 287 853 463	1 146 936 155
Redressement aux exercices antérieurs (note 18)	24			320 538
Excédent (déficit) accumulé redressé au début de l'exercice	25		1 287 853 463	1 147 256 693
Excédent (déficit) accumulé à la fin de l'exercice	26		1 374 428 527	1 287 853 463

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S8.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012**

		Budget 2012	Réalizations	
			2012	2011 (Redressées note 18)
Excédent (déficit) de l'exercice	1	97 052 584	86 575 064	140 596 770
Variation des immobilisations				
Acquisition	2 (	213 524 000 ) (	190 967 388 ) (	231 009 670)
Produit de cession	3		4 431 990	2 598 478
Amortissement	4	72 233 465	75 010 560	71 578 100
(Gain) perte sur cession	5		(1 066 988)	(1 359 432)
Réduction de valeur / Reclassement	6			
	7	(141 290 535)	(112 591 826)	(158 192 524)
Variation des propriétés destinées à la revente	8		287 666	(939 005)
Variation des stocks de fournitures	9		40 949	29 430
Variation des autres actifs non financiers	10		(1 548)	(836 673)
	11		327 067	(1 746 248)
Variation des actifs financiers nets ou de la dette nette	12	(44 237 951)	(25 689 695)	(19 342 002)
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice	13		(373 693 158)	(354 671 694)
Redressement aux exercices antérieurs (note 18)	14			320 538
Actifs financiers nets redressés (dette nette redressée) au début de l'exercice	15		(373 693 158)	(354 351 156)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	16		(399 382 853)	(373 693 158)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2012**

		2012	2011 (Redressé note 18)
ACTIFS FINANCIERS			
Encaisse	1	154 479 100	108 092 873
Placements temporaires	2	75 000 000	70 000 872
Débiteurs (note 5)	3	325 186 699	294 459 228
Prêts (note 6)	4	722 281	722 281
Placements à long terme (note 7)	5	2 709 053	2 240 098
Participations dans des entreprises municipales	6		
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	7		
Autres actifs financiers (note 9)	8		
	9	558 097 133	475 515 352
PASSIFS			
Découvert bancaire	10		
Emprunts temporaires	11		
Créditeurs et charges à payer (note 10)	12	133 405 869	131 883 652
Revenus reportés (note 11)	13	13 626 547	8 031 868
Dette à long terme (note 12)	14	785 538 670	685 580 190
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	15	24 908 900	23 712 800
	16	957 479 986	849 208 510
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE)	17	(399 382 853)	(373 693 158)
ACTIFS NON FINANCIERS			
Immobilisations (note 13)	18	1 751 036 212	1 638 444 386
Propriétés destinées à la revente (note 14)	19	12 423 492	12 711 158
Stocks de fournitures	20	7 344 240	7 385 189
Autres actifs non financiers (note 15)	21	3 007 436	3 005 888
	22	1 773 811 380	1 661 546 621
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	23	1 374 428 527	1 287 853 463
Obligations contractuelles (note 16)			
Éventualités (note 17)			

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012**

		2012	2011
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	86 575 064	140 596 770
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement	2	75 010 560	71 578 100
Autres			
- Gain sur cession d'immob.	3	(1 066 988)	(1 359 432)
- Variation rev. invest.	4	133 882	
	5	160 652 518	210 815 438
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	6	(30 363 435)	(45 355 796)
Autres actifs financiers	7		
Créditeurs et charges à payer	8	1 158 182	(9 238 568)
Revenus reportés	9	5 594 676	1 076 368
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10	1 196 100	(818 300)
Propriétés destinées à la revente	11	287 666	(939 005)
Stocks de fournitures	12	40 949	29 430
Autres actifs non financiers	13	(1 548)	(836 673)
	14	138 565 108	154 732 894
Activités d'investissement en immobilisations			
Acquisition	15	(190 967 388)	(231 009 670)
Produit de cession	16	4 431 990	2 598 478
	17	(186 535 398)	(228 411 192)
Activités de placement			
Prêts, placements à long terme à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales			
Émission ou acquisition	18	(917 543)	(578 276)
Remboursement ou cession	19	314 703	292 831
Variation nette des placements temporaires	20	(4 999 128)	(20 000 872)
Variation nette des autres placements à long terme	21		
	22	(5 601 968)	(20 286 317)
Activités de financement			
Émission de dettes à long terme	23	165 917 853	124 508 750
Remboursement de la dette à long terme	24	(65 230 304)	(59 535 753)
Variation nette des emprunts temporaires	25		
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	26	(729 070)	(446 413)
Autres			
- Perte sur placement	27		5 614
-	28		
	29	99 958 479	64 532 198
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	30	46 386 221	(29 432 417)
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice	31	108 092 879	137 525 296
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice¹	32	154 479 100	108 092 879

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

1. La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de l'encaisse, du découvert bancaire et des placements temporaires dont l'échéance initiale est de moins de trois mois.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012

1. Statut de l'organisme municipal

La Ville de Gatineau est une personne morale de droit public, légalement constituée en vertu de l'annexe IV du chapitre 56 des lois du Québec (L.Q. 2000 c.56), ayant son siège social au 25, rue Laurier, Gatineau, province de Québec.

2. Principales méthodes comptables

Les états financiers consolidés sont dressés conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Les principales méthodes comptables sont les suivantes:

A) Périmètre comptable et partenariat

Les états financiers consolidés présentent les actifs, les passifs, les revenus et les charges de la municipalité. Ils incluent aussi les actifs, les passifs, les revenus et les dépenses, consolidés ligne par ligne, des organismes contrôlés faisant partie de son périmètre comptable. Le périmètre comptable de la municipalité comprend les organismes périmunicipaux suivants:

SOCIÉTÉ DE TRANSPORT DE L'OUTAOUAIS: Société de transport en commun.

MAISON DE LA CULTURE DE GATINEAU : Promouvoir, développer et encourager la diffusion de spectacles en arts d'interprétation et en arts visuels et de favoriser le développement et l'épanouissement de la culture.

CORPORATION DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE- CLD GATINEAU: Promouvoir le développement économique, social et culturel sur le territoire de la Ville de Gatineau en regroupant ou coordonnant les différents services d'aide à l'entrepreneuriat et en assurant le fonctionnement de ces services.

AÉROPORT DE GATINEAU : Transport aérien.

SOCIÉTÉ MUNICIPALE D'HABITATION ASTICOU

CORPORATION DES JEUX DU QUÉBEC GATINEAU 2010 «La Corporation des Jeux du Québec Gatineau 2010 a été dissoute le 30 janvier 2013 selon la Loi des Compagnies.»

CORPORATION DES JEUX DE LA FRANCOPHONIE CANADIENNE, GATINEAU 2014

B) Comptabilité d'exercice

La Ville de Gatineau applique la méthode de la comptabilité d'exercice. Selon cette méthode les revenus et les charges sont comptabilisés au cours de l'exercice où ont eu lieu les faits ou les événements. Ces transactions sont comptabilisées sans égard au moment où elles sont réglées.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012**

C) Actifs non financiers

Les éléments incorporels ne sont pas constatés comme actifs dans les états financiers.

Stocks

Les stocks sont évalués au moindre du coût et de la valeur nette de réalisation selon la méthode du coût moyen ou de l'épuisement successif.

Immobilisations

Les immobilisations sont comptabilisées au coût et sont amorties en fonction de leur durée de vie utile selon la méthode d'amortissement linéaire ou dégressif.

Les périodes d'amortissement sont les suivantes:

Infrastructures: 20 à 40 ans
Bâtiments: 20 à 40 ans
Améliorations locatives: 15 ans
Véhicules: 4 à 20 ans linéaire et 30 % dégressif
Ameublement et équipement de bureau: 3 à 10 ans
Machinerie, outillage et équipement divers: 5 à 25 ans
Autres: 1 an à 10 ans

Les éléments incorporels ne sont pas constatés comme actifs dans les états financiers.

D) Revenus de transfert

Les revenus de transfert sont constatés aux états financiers dans l'exercice au cours duquel surviennent les faits qui donnent lieu aux transferts, dans la mesure où ils ont été autorisés, les critères d'admissibilité ont été satisfaits et une estimation raisonnable des montants est possible.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012**

E) Avantages sociaux futurs

Régimes de retraite à cotisations déterminées

La charge correspond aux cotisations versées par l'employeur.

Un passif est constaté dans les créditeurs et frais courus pour des cotisations dues non versées à la fin de l'exercice, de même que pour des cotisations à être versées dans les exercices subséquents relativement à des services déjà rendus.

Le régime de retraite des élus municipaux auquel participe la municipalité est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

Avantages sociaux futurs à prestations déterminées

En plus des prestations de retraite, ces avantages comprennent notamment :

- les avantages complémentaires de retraite comme la couverture des soins de santé et l'assurance vie offertes aux retraités;
- les congés de maladie accumulés par les employés.

La charge est établie selon la comptabilité d'exercice intégrale de manière à attribuer le coût des prestations constituées aux exercices au cours desquels les services correspondants sont rendus par les salariés participants. Se rajoutent, à titre de frais de financement, les intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées moins le rendement espéré des actifs du régime.

Un actif ou un passif au titre des avantages sociaux futurs est présenté à l'état de la situation financière pour refléter l'écart à la fin de l'exercice entre la valeur des obligations au titre des prestations constituées et la valeur des actifs du régime, net des gains et pertes actuariels non amortis et net d'une provision pour moins-value dans le cas d'un actif s'il y a lieu.

Les obligations au titre des prestations constituées sont calculées de façon actuarielle selon la méthode suivante : Répartition des prestations au prorata des services avec projection des salaires futurs, à partir du taux d'actualisation des hypothèses les plus probables de la municipalité en matière d'évolution des salaires, de roulement du personnel, d'âge de départ à la retraite des participants, d'évolution des coûts futurs et d'autres facteurs actuariels.

Aux fins du calcul de la valeur des actifs et du rendement espéré des actifs, ceux-ci sont évalués en date du 31 décembre 2012 selon la méthode suivante : Valeur liée au marché - 5 ans.

Les gains et les pertes actuariels sont amortis sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active (DMERCA) des salariés participants. L'amortissement débute dans l'exercice subséquent à celui de la constatation du gain ou de la perte.

Le coût des services passés découlant d'une modification de régime est passé immédiatement comme charge. Il fait l'objet en contrepartie d'un montant à pourvoir dans le futur aux fins de taxation.

Le déficit initial au titre des avantages sociaux futurs constaté en date du 1er janvier 2007 correspond à la somme des déficits initiaux moins les surplus initiaux en prenant en considération tous les régimes, capitalisés ou non capitalisés. La constatation s'est faite par redressement du surplus (déficit) accumulé non affecté des exercices antérieurs. Ce redressement fait l'objet en contrepartie d'un montant à pourvoir dans le futur pour fins de taxation.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012**

L'excédent de la charge de l'exercice sur le décaissement requis dans le cas des régimes non capitalisés fait l'objet en contrepartie d'un montant à pourvoir dans le futur aux fins de taxation.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012****F) Montant à pourvoir dans le futur**

Le montant à pourvoir dans le futur correspond à des charges comptabilisées dans l'exercice ou antérieurement qui font l'objet de taxation différée. Il est créé aux fins suivantes à la suite d'un choix exercé par l'organisme municipal et amorti selon les durées indiquées ci-dessous par affectation aux activités de fonctionnement à des fins fiscales.

- Mesures transitoires relatives au passage à la comptabilité d'exercice au 1er janvier 2000 :
 - pour les salaires et les avantages sociaux : sur une période maximale de 20 ans;
 - pour les intérêts sur la dette à long terme (nets des montants des débiteurs affectés au remboursement de cette dette) : sur la durée restante des dettes correspondantes.
- Avantages sociaux futurs :
 - pour le passif constaté initialement au 1er janvier 2007 : dans le cas des régimes capitalisés et pour le régime supplémentaire de retraite (non capitalisé), sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active (DMERCA) des salariés participants;
 - pour les coûts reliés aux services passés découlant de modifications de régime de retraite à prestations déterminées : sur la DMERCA des salariés participants touchés;
 - avantages complémentaires de retraite: l'excédent de la charge sur le décaissement requis est inscrit au montant à pourvoir et aucun amortissement n'est prévu.

G) Autres éléments

ESTIMATIONS COMPTABLES

Pour dresser les états financiers conformément aux principes comptables généralement, la direction de la Ville de Gatineau doit faire des estimations et poser des hypothèses qui ont une incidence sur les montants présentés dans les états financiers et les notes y afférentes. Ces estimations sont fondées sur la connaissance que la direction possède des événements en cours et sur les mesures que la Ville de Gatineau pourrait prendre à l'avenir. Les résultats réels pourraient être différents de ces estimations.

PLACEMENTS TEMPORAIRES

Ces placements sont présentés au moindre du coût et de la juste valeur.

PRÊTS ET PLACEMENTS À LONG TERME

Les prêts et placements à long terme sont comptabilisés au coût et réduit lorsque la baisse de valeur est durable.

PROPRIÉTÉS DESTINÉES À LA REVENTE

Les propriétés destinées à la revente sont évaluées au moindre du coût et de la valeur de réalisation nette.

CHIFFRES COMPARATIFS

Certains chiffres de l'exercice précédent ont été reclassés afin que leur présentation soit conforme à celle adoptée pour l'exercice courant.

3. Modification de méthodes comptables

S.O.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012**

		2012	2011
4. Encaisse et placements affectés			
Montants affectés compris dans les actifs financiers suivants :			
Encaisse	1	154 479 100	108 092 873
Placements temporaires	2	75 000 000	70 000 872
Placements à long terme	3		
Note			
5. Débiteurs			
Taxes municipales	4	13 908 924	12 389 263
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	5		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	6	275 011 626	230 379 871
Gouvernement du Canada et ses entreprises	7	6 444 559	25 218 460
Organismes municipaux	8	557 905	422 490
Autres			
- Contributions et amendes	9	8 470 184	7 231 607
- Autres débiteurs	10	20 793 501	18 817 537
	11	325 186 699	294 459 228
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	12	225 976 862	181 264 303
Organismes municipaux	13	38 426	66 112
Autres tiers	14		
	15	226 015 288	181 330 415
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	16	(8 543 662)	(7 649 625)
Note			
6. Prêts			
Prêts à un office d'habitation	17	722 281	722 281
Prêts à un fonds d'investissement	18		
Autres			
-	19		
-	20		
	21	722 281	722 281
Note			
7. Placements à long terme			
Placements à titre d'investissement	22	2 709 053	2 240 098
Autres placements	23		
	24	2 709 053	2 240 098
Note			

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012**

		2012	2011
8. Avantages sociaux futurs			
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs			
Actif (passif) des régimes à prestations déterminées capitalisés	25	(995 500)	(588 600)
Passif des régimes à prestations déterminées non capitalisés	26	(23 913 400)	(23 124 200)
	27	<u>(24 908 900)</u>	<u>(23 712 800)</u>
Charge de l'exercice			
Régimes à prestations déterminées capitalisés	28	35 283 400	28 374 500
Régimes à prestations déterminées non capitalisés	29	1 634 900	1 449 800
Régimes à cotisations déterminées	30	2 545 904	2 474 733
Autres régimes (REER et autres)	31		
Régimes de retraite des élus municipaux	32	392 321	386 218
	33	<u>39 856 525</u>	<u>32 685 251</u>

Se référer à la section "Autres renseignements complémentaires" pour plus de détails.

9. Autres actifs financiers			
Propriétés destinées à la revente (note 14)	34		
Autres	35		
	36		

Note

10. Crédoeurs et charges à payer			
Fournisseurs	37	38 559 547	44 136 140
Salaires et avantages sociaux	38	59 939 839	50 299 943
Dépôts et retenues de garantie	39	24 960 544	27 702 557
Provision pour contestations d'évaluation	40	2 158 769	1 344 045
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	41		
Autres			
- Gouvernements	42	2 022 944	1 165 419
- Intérêts courus sur la dette	43	3 192 238	5 208 192
- Organismes municipaux	44	922 170	36 500
- Autres courus et passifs	45	1 649 818	1 990 856
-	46		
	47	<u>133 405 869</u>	<u>131 883 652</u>

Note

11. Revenus reportés			
Taxes perçues d'avance	48	121 212	258 094
Transferts	49	1 795 961	772 359
Autres			
- Quote-part du RREM (CARRA)	50	1 527 587	1 661 734
- Autres	51	10 181 787	5 339 681
	52	<u>13 626 547</u>	<u>8 031 868</u>

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012**

	2012					2011	
12. Dette à long terme	Taux d'intérêt		Échéance				
	de	à	de	à			
Obligations et billets en monnaie canadienne	1,10	14,75	2013	2042	53	778 575 746	681 381 472
Obligations et billets en monnaies étrangères					54		
Gains (pertes) de change reportés					55		
					56		
Autres dettes à long terme							
Gouvernement du Québec et ses entreprises	2,87	5,36	2013	2021	57	887 243	1 012 145
Organismes municipaux	3,67	5,06	2013		58	4 229 200	3 993 532
Obligations découlant de contrats de location-acquisition	5,00	5,00	2013		59		
Autres	2,00	7,00	2019	2032	60	9 642 769	6 260 259
					61	793 334 958	692 647 408
Frais reportés liés à la dette à long terme					62	(7 796 288)	(7 067 218)
					63	785 538 670	685 580 190

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

	Obligations et billets		Autres dettes à long terme		Total 2012			
	Avec fonds d'amortissement	Sans fonds d'amortissement	Location-acquisition	Autres				
2013	64	72	68 350 011	80	89	1 085 574	97	69 435 585
2014	65	73	64 950 231	81	90	1 056 583	98	66 006 814
2015	66	74	62 307 507	82	91	1 116 908	99	63 424 415
2016	67	75	60 216 461	83	92	1 113 770	100	61 330 231
2017	68	76	57 601 681	84	93	1 061 379	101	58 663 060
2018 et +	69	77	465 149 855	85	94	9 324 998	102	474 474 853
	70	78	778 575 746	86	95	14 759 212	103	793 334 958
Intérêts et frais accessoires				87			104	
	71	79	778 575 746	88	96	14 759 212	105	793 334 958

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012**

13. Immobilisations		<u>Solde au début</u>	<u>Addition</u>	<u>Cession / Ajustement</u>	<u>Solde à la fin</u>
COÛT					
Infrastructures					
Eau potable	106	299 888 035	134 1 936 611	161 1 080 000	188 300 744 646
Eaux usées	107	629 247 313	135 16 702 627	162 2 400 000	189 643 549 940
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	108	598 077 299	136 29 391 316	163 5 025 277	190 622 443 338
Autres	109	182 806 699	137 10 410 416	164 11 197 944	191 182 019 171
Réseau d'électricité	110		138	165	192
Bâtiments	111	340 421 706	139 3 951 314	166 1 208 583	193 343 164 437
Améliorations locatives	112	3 468 622	140	167	194 3 468 622
Véhicules	113	180 563 151	141 28 511 543	168 12 294 615	195 196 780 079
Ameublement et équipement de bureau	114	35 964 216	142 2 402 017	169 3 852 022	196 34 514 211
Machinerie, outillage et équipement divers	115	37 496 259	143 3 701 898	170 1 793 175	197 39 404 982
Terrains	116	98 375 569	144 3 251 984	171 536 408	198 101 091 145
Autres	117	5 730 705	145	172	199 5 730 705
	118	<u>2 412 039 574</u>	146 <u>100 259 726</u>	173 <u>39 388 024</u>	200 <u>2 472 911 276</u>
Immobilisations en cours	119	<u>109 317 303</u>	147 <u>90 707 662</u>	174	201 <u>200 024 965</u>
	120	<u>2 521 356 877</u>	148 <u>190 967 388</u>	175 <u>39 388 024</u>	202 <u>2 672 936 241</u>
AMORTISSEMENT CUMULÉ					
Infrastructures					
Eau potable	121	101 898 206	149 7 595 606	176 1 080 000	203 108 413 812
Eaux usées	122	266 526 814	150 16 104 746	177 2 400 000	204 280 231 560
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	123	182 879 363	151 17 838 184	178 5 025 277	205 195 692 270
Autres	124	75 010 664	152 8 365 457	179 11 197 944	206 72 178 177
Réseau d'électricité	125		153	180	207
Bâtiments	126	109 198 547	154 8 409 657	181 120 858	208 117 487 346
Améliorations locatives	127	3 448 837	155 7 019	182	209 3 455 856
Véhicules	128	88 284 875	156 11 006 946	183 10 615 924	210 88 675 897
Ameublement et équipement de bureau	129	28 626 466	157 2 400 506	184 3 852 022	211 27 174 950
Machinerie, outillage et équipement divers	130	22 777 742	158 2 703 374	185 1 730 997	212 23 750 119
Autres	131	4 260 977	159 579 065	186	213 4 840 042
	132	<u>882 912 491</u>	160 <u>75 010 560</u>	187 <u>36 023 022</u>	214 <u>921 900 029</u>
VALEUR COMPTABLE NETTE	133	<u>1 638 444 386</u>			215 <u>1 751 036 212</u>
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations					
Coût	216		219	221	223
Amortissement cumulé	217	()	220	()	224
Valeur comptable nette	218				225

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012**

		2012	2011
14. Propriétés destinées à la revente			
Immeubles de la réserve foncière	226	5 391 007	5 379 788
Immeubles industriels municipaux	227	987 941	1 016 873
Autres	228	6 044 544	6 314 497
	229	12 423 492	12 711 158
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 9)	230		
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste "Propriétés destinées à la revente"	231	12 423 492	12 711 158

Note

15. Autres actifs non financiers			
Frais payés d'avance	232	1 823 711	2 311 851
Frais reportés			
-	233	1 183 725	694 037
-	234		
	235	3 007 436	3 005 888

Note**16. Obligations contractuelles**

ENGAGEMENTS - FOURNISSEURS

En vertu de divers contrats et ententes, la Ville s'est engagée à verser pour les années 2013 à 2063 une somme globale de 100 946 912\$ (103 406 939\$ en 2011).

La répartition de ces engagements se détaille de la façon suivante:

Fourniture - service de cueillette	22 188 235\$	
Déneigement	3 002 014\$	
Location d'équipement	3 951 248\$	
Entretien d'édifices	1 153 984\$	
Location d'édifices	1 116 531\$	
Transport (Société Transport Outaouais	49 100 000\$	(organisme consolidé)
Autres	20 434 900\$	

En vertu de divers contrats et ententes, la Ville s'est engagée à verser en 2013 une somme globale de 49 121 817\$ (41 400 078\$ en 2011) pour des projets en investissements.

SOCIÉTÉ DE TRANSPORT DE L'OUTAOUAIS

La Société de Transport de l'Outaouais a contracté des engagements totalisant 66 314 000\$ (75 122 000\$ en 2011) pour les années 2013 à 2016.

AÉROPORT DE GATINEAU

L'organisme a contracté des engagements totalisant 1 910 893\$ (652 080\$ en 2011) pour les années 2013 à 2014.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012

MAISON DE LA CULTURE DE GATINEAU

La Corporation a signé des contrats pour un montant de 847 200\$ (1 263 748\$ en 2011) à l'égard de spectacles qui auront lieu au cours du prochain exercice financier.

17. Éventualités

a) Cautionnement et garantie

La Ville a accepté de cautionner différents prêts à terme et marges de crédit pour plusieurs organismes dont le solde des emprunts au 31 décembre 2012 s'élève à 2 492 521\$ (2 775 555\$ en 2011) dont 1 679 899\$ (1 769 232\$ en 2011) provient d'un organisme consolidé. Le total des montants approuvés par résolutions s'élève à 3 525 394\$ (3 575 394\$ en 2011).

b) Auto-assurance

La Ville a comme politique générale de s'assurer contre certains risques. Chaque type d'assurance est assorti d'un montant de franchise propre à chacun qui, advenant un sinistre, n'affecterait pas significativement la situation financière de la Ville. Au cours de l'année 2012, un montant de 1 240 216\$ (430 797\$ en 2011) a été puisé à partir du surplus affecté d'auto-assurance.

c) Poursuites

La Ville de Gatineau fait présentement l'objet de poursuites totalisant 110 396 633\$ (100 120 701\$ en 2011). Actuellement, il est impossible de déterminer le dénouement de ces réclamations et, par conséquent, aucune provision n'a été inscrite aux livres. Tout paiement pouvant résulter de ces réclamations sera imputé aux charges de l'exercice et au surplus affecté pour auto-assurance de l'exercice alors en cours.

d) Autres

S.O.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012**

18. Redressement aux exercices antérieurs

Au courant de l'année 2012, les actifs nets de Développement Économique - CLD Gatineau ont été redressés en date du 1er janvier 2011 au montant de 320 538\$.

19. Données budgétaires

L'état consolidé des résultats et l'état consolidé de la variation de la dette nette comportent une comparaison avec des données budgétaires consolidées. Le budget consolidé constitue la combinaison du budget non consolidé adopté par l'administration municipale et des budgets adoptés par les organismes contrôlés, après élimination des opérations réciproques.

Une comparaison avec le budget non consolidé adopté par l'administration municipale est également présentée dans les informations sectorielles.

L'opinion de l'auditeur indépendant et l'opinion du vérificateur général ne portent pas sur les données budgétaires mentionnées aux états financiers consolidés.

20. AUTRES**ACHATS DE TERRAINS:**

L'ex-Ville d'Aylmer et l'ex-Ville de Gatineau ont acheté des terrains appartenant à la Commission de la Capitale Nationale (CCN). Toutes les sommes découlant de la vente de ces terrains jusqu'à concurrence de 3 653 128\$ doivent être réservées pour rembourser la Commission de la Capitale Nationale afin qu'elle puisse faire certains travaux tel que défini dans les deux contrats.

MARGE DE CRÉDIT AUTORISÉE:

Ville de Gatineau

La ville de Gatineau dispose d'une marge de crédit autorisée inutilisée de 2 000 000\$ (2 000 000\$ en 2011) et un crédit spécial rotatif inutilisé de 20 000 000\$ (20 000 000\$ en 2011) échéant au 31 août 2017 et portant intérêt au taux de base canadien de la Banque Nationale du Canada moins 0,50%.

Lettre de garantie au montant de 100 000\$ CAD échéance le 15 mars 2013. Bénéficiaire: Ministère du Développement Durable de l'Environnement.

Société de transport de l'Outaouais (STO)

La STO bénéficie d'un crédit bancaire autorisé de 10 000 000 \$ (10 000 000\$ en 2011) pour son fonctionnement. Ce crédit porte intérêt au taux préférentiel moins 1 % pour les premiers 2,5 millions et l'excédent est au taux préférentiel plus 0,75%. Le crédit bancaire est renouvelable annuellement jusqu'à la fin du contrat, soit le 31 mai 2013. Au 31 décembre 2012, la marge de crédit utilisée est de zéro (zéro en 2011).

Maison de la Culture

La Corporation dispose d'une marge de crédit autorisée de 50 000\$ (50 000\$ en 2011). Cet emprunt bancaire porte intérêt au taux préférentiel plus 0,50%. Cette marge de crédit n'était pas utilisée au 31 décembre 2012.

Développement Économique - CLD Gatineau

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012**

AUTRES

Une marge de crédit de 75 000\$ (75 000\$ en 2011) a été autorisée au taux préférentiel. Elle n'a pas été utilisée en 2012 (non utilisée en 2011).

Jeux du Québec, Gatineau été 2010

Le Comité dispose d'une marge de crédit disponible de 90 000\$ portant intérêt au taux de 5,5%. Au 31 décembre 2012, la marge de crédit était inutilisée (non utilisée en 2011).

RISQUES ENVIRONNEMENTAUX:

Les opérations de la Ville sont régies par des lois gouvernementales concernant la protection de l'environnement. Les conséquences environnementales sont difficilement identifiables en ce qui concerne la résultante, son échéance ou son impact. Présentement, au meilleur de la connaissance de ses dirigeants, la Ville opère en conformité avec les lois et les règlements en vigueur. Tout paiement pouvant résulter de la restauration des sites sera comptabilisé aux résultats de l'exercice alors en cours.

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2012

	2012	2011
Excédent (déficit) accumulé		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1 53 276 976	55 525 801
Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés	2 93 036 473	105 899 650
Montant à pourvoir dans le futur	3 (56 287 861 ) (	44 586 441)
Financement des investissements en cours	4 85 407 055	30 087 159
Investissement net dans les éléments à long terme	5 1 198 995 884	1 140 927 294
	6 1 374 428 527	1 287 853 463

VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS

Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés

Excédent de fonctionnement affecté - Administration municipale		
- Projets majeurs	7 10 462 608	16 262 608
- Divers projets	8 21 402 298	30 937 516
- Projets en cours	9 22 804 800	19 944 345
- Dépenses en immobilisation	10 3 349 457	3 528 849
- Engagements	11 6 910 863	7 954 294
- Autres affectations	12 7 350 494	7 936 771
-	13	
-	14	
-	15	
	16 72 280 520	86 564 383
Excédent de fonctionnement affecté - Organisme contrôlés		
- Surplus organimes consolidés	17 5 639 438	5 043 990
-	18	
-	19	
	20 5 639 438	5 043 990
Réserves financières		
-	21	
-	22	
-	23	
-	24	
-	25	
	26	
Fonds réservés		
Fonds de roulement	27 2 102 419	1 929 179
Fonds parcs et terrains de jeux	28 8 319 766	9 231 008
Fonds local (ou fonds régional pour les MRC) - Réfection et entretien de certaines voies publiques	29 2 178 934	1 559 828
Société québécoise d'assainissement des eaux	30 85 446	67 587
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés	31 766 988	261 000
Fonds d'amortissement	32	
Financement des activités de fonctionnement	33 404 619	
Autres		
- F.L.I.	34 1 192 812	1 137 170
- F.L.S.	35 65 531	105 505
-	36	
-	37	
	38 15 116 515	14 291 277
	39 93 036 473	105 899 650

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2012

	2012	2011
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Montant à pourvoir dans le futur		
Modifications comptables du 1 ^{er} janvier 2000		
Salaires et avantages sociaux	40 (1 232 907)	(1 554 326)
Intérêts sur la dette à long terme	41 (1 564 683)	(1 722 986)
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés	42 (2 397 388)	(2 696 824)
Régimes non capitalisés	43 (11 781 710)	(12 752 910)
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	44 (22 912 488)	(13 656 888)
Autres	45 (5 754 317)	(3 231 483)
Régimes non capitalisés	46 (8 808 766)	(7 648 122)
Frais de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	47 ()	()
Autres		
- Assurances collectives	48 (1 835 602)	(1 322 902)
-	49 ()	()
	50 (56 287 861)	(44 586 441)
Financement des investissements en cours		
Financement non utilisé	51 104 926 512	76 189 980
Investissements à financer	52 (19 519 457)	(46 102 821)
	53 85 407 055	30 087 159
Investissement net dans les éléments à long terme		
Éléments d'actif		
Immobilisations	54 1 751 036 212	1 638 444 386
Propriétés destinées à la revente	55 12 423 492	12 711 158
Prêts	56 722 281	722 281
Placements à titre d'investissement	57 2 709 053	2 240 098
Participations dans des entreprises municipales	58	
	59 1 766 891 038	1 654 117 923
Éléments de passif		
Dette à long terme	60 785 538 670	685 580 190
Frais reportés liés à la dette à long terme	61 7 796 288	7 067 218
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	62 (226 015 288)	(181 330 415)
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	63 ()	()
	64 567 319 670	511 316 993
Dette en cours de refinancement et autres éléments	65 575 484	1 873 636
	66 567 895 154	513 190 629
	67 1 198 995 884	1 140 927 294

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012**

A) RÉGIMES CAPITALISÉS D'AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

	Régimes de retraite enregistrés	Régimes supplémentaires de retraite	Régimes d'avantages complémentaires de retraite
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	1 <u>6</u>	2 <u>1</u>	3 <u> </u>

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

La Ville offre à ses employés différents régimes de retraite à prestations déterminées. En vertu de ces régimes, les prestations versées aux employés sont basées sur le nombre d'années de service et sur le salaire.

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012

	<u>2012</u>	<u>2011</u>
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	4 (588 600)	(2 044 700)
Charge de l'exercice	5 (35 283 400)	(28 374 500)
Cotisations versées par l'employeur	6 34 876 500	29 830 600
Actif (passif) à la fin de l'exercice	7 <u>(995 500)</u>	<u>(588 600)</u>
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	8 647 666 700	610 592 400
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	9 (<u>749 921 100</u>)	(<u>703 372 900</u>)
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	10 (102 254 400)	(92 780 500)
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	11 <u>101 258 900</u>	<u>92 191 900</u>
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	12 (995 500)	(588 600)
Provision pour moins-value	13 ()	()
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	14 <u>(995 500)</u>	<u>(588 600)</u>
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes en cause	15 <u>5</u>	<u>5</u>
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	16 610 383 500	579 444 100
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	17 (<u>715 582 300</u>)	(<u>672 477 400</u>)
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	18 (<u>105 198 800</u>)	(<u>93 033 300</u>)
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	19 32 757 500	30 419 700
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	20 2 989 800	
	21 <u>35 747 300</u>	<u>30 419 700</u>
Cotisations salariales des employés	22 (13 655 800)	(12 287 700)
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	23 ()	()
	24 22 091 500	18 132 000
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	25 7 691 900	5 916 400
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	26	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	27	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	28	
Variation de la provision pour moins-value	29	
Autres		
-	30	
-	31	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	32 <u>29 783 400</u>	<u>24 048 400</u>
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	33 43 979 600	41 375 600
Rendement espéré des actifs	34 (<u>38 479 600</u>)	(<u>37 049 500</u>)
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	35 5 500 000	4 326 100
Charge de l'exercice	36 <u>35 283 400</u>	<u>28 374 500</u>

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012

	2012	2011
Informations complémentaires		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	37 21 664 400	10 623 000
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	38 (38 297 700)	(36 865 300)
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	39 (16 633 300)	(26 242 300)
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	40 125 500	2 013 600
Prestations versées au cours de l'exercice	41 33 189 600	30 286 100
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 8)	42 610 938 400	546 900 000
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	43	
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	44 31	14
Hypothèses d'évaluation actuarielle de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	45 6,25 %	6,25 %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	46 6,50 %	6,50 %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	47 3,50 %	3,50 %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	48 2,50 %	2,50 %
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	49 %	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	50 %	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	51	
Autres hypothèses économiques		
-	52	
-	53	

B) RÉGIMES NON CAPITALISÉS D'AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

	Régimes supplémentaires de retraite	Régimes d'avantages complémentaires de retraite	Autres avantages sociaux futurs
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	54 <u>2</u>	55 <u>1</u>	56 <u>1</u>

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

La Ville offre à certains employés un régime supplémentaire de retraite non capitalisé. Ce régime prévoit une prestation de retraite additionnelle pour la portion de la rente non couverte par les régimes de base compte tenu des limites fiscales.

De plus, des avantages complémentaires de retraite liés à l'assurance-vie et aux assurances couvrant le remboursement des frais médicaux et dentaires sont aussi accordés à la plupart des employés.

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012

	<u>2012</u>	<u>2011</u>
Conciliation du passif au titre des avantages sociaux futurs		
Passif au début de l'exercice	57 (23 124 200)	(22 486 400)
Charge de l'exercice	58 (1 634 900)	(1 449 800)
Prestations ou primes versées par l'employeur	59 845 700	812 000
Passif à la fin de l'exercice	60 (<u>23 913 400</u>)	(<u>23 124 200</u>)
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	61 (24 409 700)	(22 081 900)
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	62 496 300	(1 042 300)
Passif au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	63 (<u>23 913 400</u>)	(<u>23 124 200</u>)

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012

	<u>2012</u>	<u>2011</u>
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	64 848 400	737 500
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	65	4 400
	66 848 400	741 900
Prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	67 ()	()
	68 848 400	741 900
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	69 (73 100)	(119 200)
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime	70	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	71	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	72	
Autres		
-	73	
-	74	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	75 775 300	622 700
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	76 859 600	827 100
Charge de l'exercice	77 <u>1 634 900</u>	<u>1 449 800</u>
Informations complémentaires		
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	78	
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	79 15	15
Hypothèses d'évaluation actuarielle de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	80 4,00 %	4,00 %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	81 3,50 %	3,50 %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	82 2,50 %	2,50 %
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	83 8,50 %	9,50 %
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	84 5,00 %	5,00 %
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	85 2020	2020
Autres hypothèses économiques		
-	86	
-	87	

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice 88 1

Description des régimes et autres renseignements

	<u>2012</u>	<u>2011</u>
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur	89 <u>2 545 904</u>	<u>2 474 733</u>

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012

D) AUTRES RÉGIMES (REER individuel, REER collectif et autres)

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice 90 2

Description des régimes et autres renseignements

REER collectif - REER FTQ - 135 employés

REER individuel - REER de la Banque Royale - 7 employés

	2012	2011
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur	91	

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

Participation au Régime de retraite des élus municipaux (RREM) 92 Oui
 93 Non

	2012	2011
Nombre d'élus participants à la fin de l'exercice	94 <u>19</u>	<u>19</u>

Description du régime

Le Régime de retraite des élus municipaux (RREM) et le Régime de prestations supplémentaires des élus municipaux (RPSEM), ce dernier s'appliquant de façon complémentaire s'il y a lieu aux élus municipaux en poste le 31 décembre 2000 et aux personnes ayant droit à une rente du RREM à cette date, sont des régimes à prestations déterminées gérés en vertu de la Loi sur le régime de retraite des élus municipaux (L.R.Q., c. R-9.3). Dans le cas du RREM, les élus participants et les municipalités participantes se partagent le financement du régime par le versement de cotisations dans le cas des élus et de contributions dans le cas des municipalités. Dans le cas du RPSEM, seules les municipalités participantes sont responsables de verser les contributions requises. Les cotisations et les contributions sont établies conformément aux taux et règles fixés par règlement du gouvernement.

Étant donné que ces deux régimes sont des régimes à employeurs multiples administrés par la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances (CARRA), qui ne comportent pas de comptes distincts, les municipalités participantes comptabilisent ces régimes comme s'ils étaient des régimes à cotisations déterminées. Ainsi, la charge encourue dans un exercice donné par une municipalité participante relativement à ces régimes de retraite correspond aux contributions devant être versées par elle pour cet exercice telles qu'établies par règlement du gouvernement.

	2012	2011
Cotisations des élus au RREM	95 <u>66 654</u>	<u>64 904</u>
Charge de l'exercice		
Contributions de l'employeur au RREM	96 224 644	218 727
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM	97 <u>167 677</u>	<u>167 491</u>
	98 <u>392 321</u>	<u>386 218</u>

Note

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2012

Administration municipale		
Dettes à long terme	1	539 330 458
Ajouter		
Activités d'investissement à financer	2	12 445 488
Activités de fonctionnement à financer	3	575 489
Dettes en cours de refinancement	4	
Autres		
-	5	
-	6	
Déduire		
Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
Excédent accumulé	7	766 988
Débiteurs	8	73 973 522
Autres montants	9	
Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	10	15 433 990
Autres		
- Taxes perçues d'avance	11	121 212
-	12	
Endettement net à long terme de l'administration municipale	13	462 055 723
Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés	14	98 024 294
Endettement net à long terme	15	560 080 017
Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes		
Municipalité régionale de comté	16	
Communauté métropolitaine	17	
Autres organismes	18	
Endettement total net à long terme	19	560 080 017
Quote-part dans la dette à long terme de l'agglomération (pour les municipalités reconstituées liées à une agglomération fonctionnant par quotes-parts)	20	
Endettement total net à long terme (compte tenu de l'agglomération s'il y a lieu)	21	560 080 017
Endettement lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	22	

RENSEIGNEMENTS CONSOLIDÉS NON AUDITÉS

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées		
	Budget	Réalisations	Réalisations	Réalisations	
TAXES	2012	2012	2012	2011	
SUR LA VALEUR FONCIÈRE					
Taxes générales					
Taxe foncière générale	1	243 180 264	243 338 648	243 338 648	230 567 048
Taxes spéciales					
Service de la dette	2	29 408 000	29 664 297	29 664 297	25 989 362
Activités de fonctionnement	3	41 503 736	41 701 268	41 701 268	39 159 151
Activités d'investissement	4				
Taxes de secteur					
Taxes spéciales					
Service de la dette	5	15 799 000	15 910 063	15 910 063	20 031 989
Activités de fonctionnement	6				
Activités d'investissement	7				
Autres					
	8				
	9	329 891 000	330 614 276	330 614 276	315 747 550
SUR UNE AUTRE BASE					
Taxes, compensations et tarification					
Services municipaux					
Eau	10	2 450 000	2 457 681	2 457 681	2 417 723
Égout	11				
Traitement des eaux usées	12				
Matières résiduelles	13	16 893 000	16 808 386	16 808 386	18 318 164
Autres					
-	14	342 000	342 258	342 258	293 309
-	15				
-	16				
Centres d'urgence 9-1-1	17	1 140 000	1 144 427	1 144 427	1 169 739
Service de la dette	18	11 004 000	11 837 157	11 837 157	11 876 868
Activités de fonctionnement	19				
Activités d'investissement	20				
	21	31 829 000	32 589 909	32 589 909	34 075 803
Taxes d'affaires					
Sur l'ensemble de la valeur locative	22				
Autres	23				
	24				
	25	31 829 000	32 589 909	32 589 909	34 075 803
	26	361 720 000	363 204 185	363 204 185	349 823 353

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2012	Réalisations 2012	Réalisations 2012	Réalisations 2011
COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES				
GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES				
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement				
Taxes sur la valeur foncière	27	2 508 000	2 701 528	2 487 351
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	28			
Taxes d'affaires	29			
Compensations pour les terres publiques	30			
	31	2 508 000	2 701 528	2 487 351
Immeubles des réseaux				
Santé et services sociaux	32	5 135 000	5 184 198	5 369 390
Cégeps et universités	33	2 696 000	2 778 864	2 185 825
Écoles primaires et secondaires	34	6 853 000	6 713 418	6 873 514
	35	14 684 000	14 676 480	14 428 729
Autres immeubles				
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux				
Taxes sur la valeur foncière	36	97 000	43 644	90 950
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	37			
Taxes d'affaires	38			
Biens culturels classés	39			
	40	97 000	43 644	90 950
	41	17 289 000	17 421 652	17 007 030
GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES				
Taxes sur la valeur foncière	42	33 337 000	33 580 585	32 492 167
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	43			
Taxes d'affaires	44			
	45	33 337 000	33 580 585	32 492 167
ORGANISMES MUNICIPAUX				
Taxes sur la valeur foncière	46			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	47			
	48			
AUTRES				
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	49			
Autres	50			
	51			
	52	50 626 000	51 002 237	49 499 197

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2012	Réalisations 2012	Réalisations 2012	Réalisations 2011
TRANSFERTS				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT				
Administration générale	53	28 000	33 891	51 959
Sécurité publique				
Police	54			
Sécurité incendie	55			
Sécurité civile	56			
Autres	57			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	58	214 000	227 725	175 155
Enlèvement de la neige	59	100 000	112 163	86 270
Autres	60			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	61		20 710 033	11 623 038
Transport adapté	62		3 017 299	2 811 004
Transport scolaire	63			
Autres	64		33 860	8 917
Transport aérien	65		7 381	2 680
Transport par eau	66			
Autres	67			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	68	2 000	2 123	7 196
Réseau de distribution de l'eau potable	69	53 000	115 576	35 568
Traitement des eaux usées	70	1 701 000	1 701 451	1 729 685
Réseaux d'égout	71	2 353 000	2 395 316	2 383 531
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	72	2 334 000	2 684 212	2 654 435
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	73	2 474 000	3 807 095	5 039 605
Tri et conditionnement	74	150 000	37 500	2 200
Autres	75			
Autres	76	2 000	64 479	64 479
Cours d'eau	77			
Protection de l'environnement	78			
Autres	79			
Santé et bien-être				
Logement social	80		104 443	115 504
Sécurité du revenu	81			
Autres	82			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	83			
Rénovation urbaine	84	129 000	2 400 533	1 914 499
Promotion et développement économique	85	1 097 000	1 367 752	2 243 743
Autres	86			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	87	481 000	589 462	481 778
Activités culturelles				
Bibliothèques	88	682 000	782 023	830 353
Autres	89	342 000	635 245	682 335
Réseau d'électricité	90			
	91	12 142 000	17 060 989	32 879 455

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012

Non audité	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget	Réalisations	Réalisations	Réalisations
TRANSFERTS (suite)	2012	2012	2012	2011
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT				
Administration générale	92			
Sécurité publique				
Police	93			
Sécurité incendie	94	21 932	21 932	41 120
Sécurité civile	95			
Autres	96			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	97	5 695 077	5 695 077	4 708 576
Enlèvement de la neige	98			
Autres	99			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	100		51 133 000	45 432 505
Transport adapté	101			
Transport scolaire	102			
Autres	103			
Transport aérien	104		238 993	
Transport par eau	105			
Autres	106			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	107	8 947 000	773 031	2 013 574
Réseau de distribution de l'eau potable	108	2 743 000	3 050 444	3 671 083
Traitement des eaux usées	109	5 965 000	637 095	7 033 559
Réseaux d'égout	110	2 744 000	4 992 414	3 028 892
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	111			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	112			67 926
Tri et conditionnement	113			
Autres	114			
Autres	115			
Cours d'eau	116			
Protection de l'environnement	117			
Autres	118			
Santé et bien-être				
Logement social	119			
Sécurité du revenu	120			
Autres	121			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	122			
Rénovation urbaine	123			
Promotion et développement économique	124			
Autres	125			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	126	1 594 512	1 594 512	247 184
Activités culturelles				
Bibliothèques	127			
Autres	128	18 541	18 541	797 045
Réseau d'électricité	129			
	130	20 399 000	16 783 046	67 041 464

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012**

<i>Non audité</i>	<u>Administration municipale</u>		<u>Données consolidées</u>	
	Budget 2012	Réalisations 2012	Réalisations 2012	Réalisations 2011
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS DE DROIT				
Regroupement municipal	131			
Péréquation	132			
Réorganisation municipale	133			
Neutralité	134			
Diversification des revenus	135			
Compensation provenant de la taxe de vente du Québec	136	11 725 000	11 768 064	11 768 064
Programme d'aide financière aux MRC	137			8 670 000
Autres	138	436 000	438 873	435 401
	139	12 161 000	12 206 937	9 105 401
TOTAL DES TRANSFERTS	140	44 702 000	46 050 972	121 078 015
				109 026 320

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012**

Non audité

	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2012	Réalisations 2012	Réalisations 2012	Réalisations 2011
SERVICES RENDUS				
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX				
Administration générale				
Application de la loi	141			
Évaluation	142			
Autres	143			4 594
	144			4 594
Sécurité publique				
Police	145			
Sécurité incendie	146			
Sécurité civile	147			
Autres	148			
	149			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	150			
Enlèvement de la neige	151	32 000	24 427	24 427
Autres	152			33 535
Transport collectif	153			
Autres	154			
	155	32 000	24 427	24 427
33 535				
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	156			
Réseau de distribution de l'eau potable	157			
Traitement des eaux usées	158			
Réseaux d'égout	159			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	160	37 000	26 451	26 451
Matières recyclables				38 112
Collecte sélective				
Collecte et transport	161			
Tri et conditionnement	162			
Autres	163			
Autres	164			
Cours d'eau	165			
Protection de l'environnement	166			
Autres	167			
	168	37 000	26 451	26 451
38 112				
Santé et bien-être				
Logement social	169			
Autres	170			
	171			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	172			
Rénovation urbaine	173			
Promotion et développement économique	174			
Autres	175			
	176			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	177	297 000	306 723	306 723
Activités culturelles				285 802
Bibliothèques	178			
Autres	179			
	180	297 000	306 723	306 723
285 802				
Réseau d'électricité	181			
	182	366 000	357 601	357 601
362 043				

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget	Réalisations	Réalisations	Réalisations
SERVICES RENDUS (suite)	2012	2012	2012	2011
AUTRES SERVICES RENDUS				
Administration générale	183	1 408 000	1 600 858	1 486 208
Sécurité publique	184	1 084 000	2 088 023	1 613 541
Transport				
Réseau routier	185	2 295 000	2 306 038	2 234 130
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	186		31 512 993	30 887 998
Transport adapté	187		517 818	477 455
Transport scolaire	188			
Autres	189			
Autres	190	934 000	1 290 793	4 959 657
Hygiène du milieu	191	1 268 000	1 679 630	1 594 678
Santé et bien-être	192			
Aménagement, urbanisme et développement	193	345 000	667 218	448 887
Loisirs et culture	194	7 094 000	7 120 139	11 709 803
Réseau d'électricité	195			
	196	14 428 000	16 752 699	56 379 689
TOTAL DES SERVICES RENDUS	197	14 794 000	17 110 300	55 774 400
IMPOSITION DE DROITS				
Licences et permis	198	2 970 000	4 541 550	3 798 828
Droits de mutation immobilière	199	15 675 000	22 331 421	18 744 625
Droits sur les carrières et sablières	200		623 727	829 602
Autres	201			
	202	18 645 000	27 496 698	23 373 055
AMENDES ET PÉNALITÉS	203	12 784 000	15 449 671	13 782 938
INTÉRÊTS	204	5 648 000	6 240 192	5 736 330
AUTRES REVENUS				
Gain (perte) sur cession d'immobilisations	205		2 764 986	1 359 432
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	206		521 373	76 848
Gain (perte) sur cession de placements	207			
Contributions des promoteurs	208		12 985 694	46 845 075
Contributions des automobilistes pour le transport en commun	209		4 853 862	4 774 308
Contributions des organismes municipaux	210			
Autres	211	683 000	2 645 279	6 774 211
	212	683 000	18 917 332	59 829 874

**ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012**

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2012	Réalizations 2012			Réalizations 2012	Réalizations 2011
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total		
ADMINISTRATION GÉNÉRALE							
Conseil	1	4 664 424	5 440 624	227 809	5 668 433	5 668 433	5 443 918
Application de la loi	2	6 225 636	6 029 914	250 917	6 280 831	6 280 831	5 630 789
Gestion financière et administrative	3	24 784 433	26 818 986	1 113 348	27 932 334	27 932 334	23 234 500
Greffe	4	3 182 281	3 459 980	141 741	3 601 721	3 601 721	3 093 895
Évaluation	5	5 775 492	6 036 578	251 589	6 288 167	6 288 167	5 494 803
Gestion du personnel	6	6 674 585	6 789 178	284 436	7 073 614	7 073 614	6 841 596
Autres	7	3 906 370	6 676 789	460 961	7 137 750	7 137 750	5 287 559
	8	55 213 221	61 252 049	2 730 801	63 982 850	63 982 850	55 027 060
SÉCURITÉ PUBLIQUE							
Police	9	60 957 214	63 264 808	2 648 425	65 913 233	65 913 233	59 605 008
Sécurité incendie	10	35 050 922	33 915 394	1 717 687	35 633 081	35 633 081	33 288 412
Sécurité civile	11	230 271	198 630	8 169	206 799	206 799	213 270
Autres	12	2 544 991	3 462 234		3 462 234	3 462 234	3 067 072
	13	98 783 398	100 841 066	4 374 281	105 215 347	105 215 347	96 173 762
TRANSPORT							
Réseau routier							
Voirie municipale	14	16 043 572	16 653 953	19 845 455	36 499 408	36 499 408	33 567 078
Enlèvement de la neige	15	18 290 076	17 995 950	404 331	18 400 281	18 400 281	16 616 599
Éclairage des rues	16	2 715 575	3 472 203	2 596 655	6 068 858	6 068 858	5 487 512
Circulation et stationnement	17	4 945 572	5 011 322	450 073	5 461 395	5 461 395	4 862 526
Transport collectif							
Transport en commun	18	45 169 980	45 234 769		45 234 769	90 875 959	86 158 061
Transport aérien	19	563 010	592 384		592 384	4 250 106	4 013 606
Transport par eau	20						
Autres	21	192 940	608 741		608 741	608 741	706 957
	22	87 920 725	89 569 322	23 296 514	112 865 836	162 164 748	151 412 339

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012

Non audité

	Administration municipale				Données consolidées	
	Budget 2012	Réalizations 2012			Réalizations 2012	Réalizations 2011
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total		
HYGIÈNE DU MILIEU						
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23	6 697 697	5 946 803	2 257 821	8 204 624	7 212 654
Réseau de distribution de l'eau potable	24	10 354 424	11 501 642	5 537 714	17 039 356	15 498 355
Traitement des eaux usées	25	9 606 643	9 769 428	3 603 211	13 372 639	13 042 795
Réseaux d'égout	26	10 216 213	10 896 113	12 707 568	23 603 681	22 079 606
Matières résiduelles						
Déchets domestiques et assimilés						
Collecte et transport	27	8 883 202	8 707 059	542 863	9 249 922	8 670 082
Élimination	28	5 956 355	5 671 474	14 665	5 686 139	5 650 241
Matières recyclables						
Collecte sélective						
Collecte et transport	29	3 792 236	3 703 303	601 707	4 305 010	4 530 666
Tri et conditionnement	30	208 300	213 155		213 155	764 960
Matières organiques						
Collecte et transport	31	1 825 419	3 364 868	273 311	3 638 179	3 304 431
Traitement	32	1 682 000	521 464		521 464	433 131
Matériaux secs	33	630 986	733 107		733 107	649 386
Autres	34					
Plan de gestion	35	675 542	813 035		813 035	733 731
Autres	36	103 000	91 038		91 038	121 672
Cours d'eau	37					
Protection de l'environnement	38	901 434	982 915	52 613	1 035 528	728 537
Autres	39	414 388	637 016	10 406	647 422	392 080
	40	61 947 839	63 552 420	25 601 879	89 154 299	83 812 327
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE						
Logement social	41	1 295 758	1 092 972	3 766	1 096 738	1 115 029
Sécurité du revenu	42					
Autres	43	1 975 810	1 459 762		1 459 762	848 394
	44	3 271 568	2 552 734	3 766	2 556 500	1 963 423
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT						
Aménagement, urbanisme et zonage	45	13 693 852	12 592 013	75 100	12 667 113	11 345 047
Rénovation urbaine						
Biens patrimoniaux	46					
Autres biens	47		8 855 265		8 855 265	3 947 145
Promotion et développement économique						
Industries et commerces	48	4 055 866	4 552 506	96 135	4 648 641	5 519 908
Tourisme	49	737 755	709 527	745	710 272	716 776
Autres	50	55 905	437 351		437 351	258 731
Autres	51	1 392 498	1 166 208		1 166 208	798 709
	52	19 935 876	28 312 870	171 980	28 484 850	22 586 316

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2012	Réalizations 2012			Réalizations 2012	Réalizations 2011
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total		
Non audité							
LOISIRS ET CULTURE							
Activités récréatives							
Centres communautaires	53	14 053 394	18 776 857	1 087 697	19 864 554	19 864 554	13 810 153
Patinoires intérieures et extérieures	54	10 273 747	10 742 870	963 618	11 706 488	11 706 488	11 056 836
Piscines, plages et ports de plaisance	55	8 008 934	8 609 536	643 754	9 253 290	9 253 290	13 429 135
Parcs et terrains de jeux	56	16 611 327	17 606 864	4 740 804	22 347 668	22 189 663	19 967 730
Parcs régionaux	57						
Expositions et foires	58	3 645 698	4 329 931	79 269	4 409 200	4 409 200	3 526 359
Autres	59	39 452					
	60	52 632 552	60 066 058	7 515 142	67 581 200	67 423 195	61 790 213
Activités culturelles							
Centres communautaires	61	6 228 709	7 072 966	751 128	7 824 094	12 210 187	10 433 467
Bibliothèques	62	8 413 179	10 568 958	287 301	10 856 259	10 856 259	8 659 423
Patrimoine							
Musées et centres d'exposition	63	587 831	726 132	65 682	791 814	791 814	561 490
Autres ressources du patrimoine	64	267 022	348 859	15 245	364 104	364 104	336 152
Autres	65						
	66	15 496 741	18 716 915	1 119 356	19 836 271	24 222 364	19 990 532
	67	68 129 293	78 782 973	8 634 498	87 417 471	91 645 559	81 780 745
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ							
	68						
FRAIS DE FINANCEMENT							
Dettes à long terme							
Intérêts	69	25 191 681	23 995 375		23 995 375	27 213 294	27 194 426
Autres frais	70	1 386 550	1 359 421		1 359 421	1 359 421	1 302 995
Autres frais de financement							
Avantages sociaux futurs	71	4 665 000	6 246 100		6 246 100	6 246 100	5 023 500
Autres	72					227 215	125 379
	73	31 243 231	31 600 896		31 600 896	35 046 030	33 646 300
AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS							
	74	62 508 465	64 813 719	(64 813 719)			

Section II - Autres renseignements financiers

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Section II - Autres renseignements financiers	
Taux global de taxation réel audité	
Rapport de l'auditeur indépendant ou du vérificateur général sur le taux global de taxation réel	31
Taux global de taxation réel	32
Autres renseignements non audités	
Acquisition d'immobilisations consolidées par catégories	36
Acquisition d'immobilisations consolidées d'infrastructures d'eau	36
Analyse de la dette à long terme consolidée	37
Analyse de la charge de quotes-parts consolidée	38
Analyse de la rémunération non consolidée	39
Analyse de l'activité « Eau et égout » non consolidée	39
Analyse du coût des services municipaux non consolidé	40
Acquisition d'immobilisations non consolidées par objets	41
Analyse de l'excédent (déficit) accumulé non consolidé	42
Fonds de roulement non consolidé - Capital autorisé	43
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés non consolidés	44
Excédent (déficit) de fonctionnement du réseau d'électricité à des fins fiscales non consolidé	45
Taux des taxes	46
Questionnaire	48
Autres données	49
Certificat sur la richesse foncière aux fins de la péréquation de 2014	50
Formulaire électronique de transmission et d'attestation	51

**RAPPORT DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

Aux membres du conseil,

J'ai effectué l'audit du taux global de taxation réel de l'exercice terminé le 31 décembre 2012, de la Ville de Gatineau (ci-après «la municipalité»). Ce taux a été établi par la direction de la municipalité sur la base des dispositions de la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (L.R.Q., chapitre F-2.1) (ci-après «les exigences légales»).

Responsabilité de la direction pour le taux global de taxation réel

La direction est responsable de l'établissement du taux global de taxation réel conformément aux exigences légales, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre l'établissement du taux global de taxation réel exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur le taux global de taxation réel, sur la base de mon audit. J'ai effectué mon audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que je me conforme aux règles de déontologie et que je planifie et réalise l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que le taux global de taxation réel ne comporte pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en oeuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant l'établissement du taux global de taxation réel. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que le taux global de taxation réel comporte des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur l'établissement du taux global de taxation réel, afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble du taux global de taxation réel.

J'estime que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder mon opinion d'audit.

Opinion

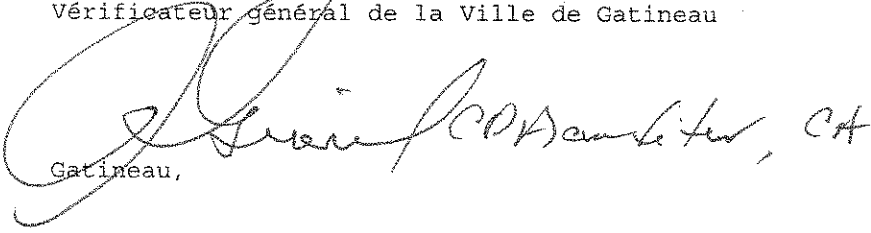
À mon avis, le taux global de taxation réel de l'exercice terminé le 31 décembre 2012 de la municipalité a été établi, dans tous ses aspects significatifs, conformément aux exigences légales.

Observations

Sans pour autant modifier mon opinion, j'attire l'attention sur le fait que le taux global de taxation réel a été préparé afin de permettre à la municipalité de se conformer à l'article 105 de la Loi sur les cités et villes (L.R.Q., chapitre C-19) [176 du Code municipal du Québec (L.R.Q., chapitre C-27.1)]. En conséquence, il est possible que le taux global de taxation réel ne puisse se prêter à un usage autre.

**RAPPORT DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

Alain Girard, CPA-auditeur, CA
Vérificateur général de la Ville de Gatineau



Gatineau,

DATE 2013-04-10

Dernière modification : 2013-04-09 17:45:18

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012**

CONCILIATION DES REVENUS DE TAXES NON CONSOLIDÉS

Revenus de taxes avant ajouts et déductions	1	<u>366 431 815</u>
Ajouter		
Majoration en vertu de l'article 253.51 de la Loi sur la fiscalité municipale (L.R.Q., c. F-2.1) ci-après citée LFM	2	<u> </u>
Déduire		
Crédits en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., c. A-19.1) ou d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité, de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (L.R.Q., c. S-8) et des articles 92 et 92.1 de la Loi sur les compétences municipales (L.R.Q., c. C-47.1)	3	297 787
Dégrèvement en vertu de l'article 244.59 LFM	4	
Dégrèvement en vertu de l'article 253.36 LFM	5	
Crédit de taxe d'affaires en vertu de l'article 237 LFM	6	
Autres crédits de taxes, sauf l'escompte pour paiement avant l'échéance	7	
Dotations de l'exercice à la provision pour contestations d'évaluations foncière et locative		
Montant relatif aux taxes foncières	8	2 929 843
Montant relatif à la taxe d'affaires sur la valeur locative	9	<u> </u>
	10	<u>3 227 630</u>
Revenus de taxes	11	<u>363 204 185</u>

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012**

REVENUS ADMISSIBLES NON CONSOLIDÉS

Revenus de taxes			1	363 204 185
Ajouter				
Dotation de l'exercice à la provision pour contestations d'évaluation foncière			2	2 929 843
Crédits en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales			3	<u>297 787</u>
Total partiel			4	<u>366 431 815</u>
Déduire				
Taxes exclues en vertu de la réglementation (articles 261.5.3 à 261.5.8 LFM)				
Taxes d'affaires	5			
Taxes foncières imposées en vertu du 1 ^{er} alinéa de l'article 208 LFM	6	223 814		
Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base	7	65 310 385		
Taxes aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1	8	1 144 427		
Autres taxes non reconnues en vertu de la réglementation	9		10	<u>66 678 626</u>
Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel			11	<u>299 753 189</u>

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012**

ÉVALUATION DES IMMEUBLES IMPOSABLES

Évaluation des immeubles imposables, selon le rôle ou ajustée ¹ , au 1 ^{er} janvier 2012 ²	1	<u>23 033 289 701</u>
Évaluation des immeubles imposables, selon le rôle ou ajustée ¹ , au 31 décembre 2012 ²	2	<u>23 154 773 861</u>
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel (ligne 1 + ligne 2) ÷ 2	3	<u>23 094 031 781</u>

CALCUL DU TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL³

Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel	4	<u>299 753 189</u>
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel	5	<u>23 094 031 781</u>
Taux global de taxation réel de 2012	6	| 1 | , | 2 | 9 | 8 | 0 | / 100 \$

**ÉVALUATION NON AJUSTÉE DES IMMEUBLES IMPOSABLES¹
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012**

Évaluation des immeubles imposables selon le rôle au 1 ^{er} janvier 2012 ²	7	<u>25 264 002 200</u>
Évaluation des immeubles imposables selon le rôle au 31 décembre 2012 ²	8	<u>25 369 053 700</u>
Évaluation non ajustée des immeubles imposables (ligne 7 + ligne 8) ÷ 2	9	<u>25 316 527 950</u>

1. Pour les municipalités qui se prévalent de l'étalement en vertu des articles 253.27 à 253.35 LFM.

2. L'évaluation tient compte de toutes modifications qui ont un effet au 1^{er} janvier ou au 31 décembre, selon le cas.

3. Articles 261.5.12 à 261.5.14 LFM.

AUTRES RENSEIGNEMENTS NON AUDITÉS

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CONSOLIDÉES PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2012	Réalisations 2012	Réalisations 2012	Réalisations 2011
IMMOBILISATIONS				
Infrastructures				
Conduites d'eau potable	1	5 399 500	1 725 915	22 430 584
Usines de traitement de l'eau potable	2	9 874 700	1 364 679	2 468 214
Usines et bassins d'épuration	3	955 000	1 083 791	1 906 932
Conduites d'égout	4	11 153 800	13 430 205	36 846 835
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5	160 000	23 361	85 643
Chemins, rues, routes et trottoirs	6	25 921 000	29 816 128	109 789 486
Ponts, tunnels et viaducs	7	500 000	1 101 596	3 885 520
Systèmes d'éclairage des rues	8		1 475 989	4 338 784
Aires de stationnement	9		793 638	2 613 035
Parcs et terrains de jeux	10	5 325 000	8 459 780	7 898 647
Autres infrastructures	11		637 433	169 714
Réseau d'électricité	12			
Bâtiments				
Édifices administratifs	13	9 564 000	4 468 431	5 612 587
Édifices communautaires et récréatifs	14	1 155 000	203 336	3 037 422
Améliorations locatives	15			
Véhicules				
Véhicules de transport en commun	16			10 932 572
Autres	17	5 548 000	2 504 823	3 194 231
Ameublement et équipement de bureau	18	2 252 000	2 145 955	2 130 909
Machinerie, outillage et équipement divers	19	484 000	3 133 860	2 894 423
Terrains	20		2 482 160	5 377 876
Autres	21	4 397 000		5 396 256
	22	82 689 000	74 851 080	231 009 670

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CONSOLIDÉES D'INFRASTRUCTURES D'EAU
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012**

Infrastructures existantes				
Conduites d'eau potable	23		52 015	16 401 130
Usines de traitement de l'eau potable	24		1 364 679	2 468 214
Usines et bassins d'épuration	25		1 083 791	1 906 932
Conduites d'égout	26		8 598 304	19 716 412
Infrastructures pour nouveau développement				
Conduites d'eau potable	27		1 673 900	6 029 454
Usines de traitement de l'eau potable	28			
Usines et bassins d'épuration	29			
Conduites d'égout	30		4 831 901	17 130 423
	31		17 604 590	63 652 565

**ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012**

<i>Non audité</i>		Solde au 1 ^{er} janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
Dettes à long terme					
Obligations et billets en monnaie canadienne	1	681 381 472	161 616 816	64 422 542	778 575 746
Obligations et billets en monnaies étrangères	2				
Autres dettes à long terme					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	3	1 012 145		124 902	887 243
Organismes municipaux	4	3 993 532	330 000	94 332	4 229 200
Obligations découlant de contrats de location-acquisition	5				
Autres	6	6 260 259	3 971 037	588 527	9 642 769
	7	692 647 408	165 917 853	65 230 303	793 334 958
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :					
Par la municipalité					
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	8				
Réserves financières et fonds réservés	9	261 000	919 487	8 879	1 171 608
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	10	188 859 581	10 422 701	18 548 761	180 733 521
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	11	322 196 412	90 274 205	27 056 076	385 414 541
De la municipalité (Société de transport en commun)	12				
	13	511 316 993	101 616 393	45 613 716	567 319 670
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	14	181 264 303	64 301 460	19 588 901	225 976 862
Organismes municipaux	15	66 112		27 686	38 426
Autres tiers	16				
Autres	17				
	18	181 330 415	64 301 460	19 616 587	226 015 288
Prêts					
	19				
	20	181 330 415	64 301 460	19 616 587	226 015 288
	21	692 647 408	165 917 853	65 230 303	793 334 958
Dettes en cours de refinancement	22	()		()	
	23	692 647 408	165 917 853	65 230 303	793 334 958

**ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012**

Non audité	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2012	Réalisations 2012	Réalisations 2012	Réalisations 2011
Administration générale				
Application de la loi	1			
Évaluation	2			
Autres	3			
Sécurité publique				
Police	4			
Sécurité incendie	5			
Sécurité civile	6			
Autres	7			
Transport				
Réseau routier	8			
Transport collectif	9			
Autres	10			
Hygiène du milieu				
Eau et égout	11			
Matières résiduelles	12			
Cours d'eau	13			
Protection de l'environnement	14			
Autres	15			
Santé et bien-être				
Logement social	16			
Autres	17			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	18			
Rénovation urbaine	19			
Promotion et développement économique	20			
Autres	21			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	22			
Activités culturelles	23			
Réseau d'électricité	24			
	25			

**ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION NON CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012**

Non audité

		Effectifs personnes/ année ²	Semaine normale (heures)	Rémunération	Charges sociales	Total ¹
Administration municipale						
Cadres et contremaîtres	1	263,00	35,00	25 728 978	7 208 884	32 937 862
Professionnels	2	57,00	35,00	3 228 800	899 181	4 127 981
Cols blancs	3	1 077,00	35,00	71 137 021	19 911 781	91 048 802
Cols bleus	4	628,00	40,00	35 999 563	10 076 076	46 075 639
Policiers	5	390,00	40,00	36 389 620	10 190 194	46 579 814
Pompiers	6	264,00	42,00	21 148 410	5 922 194	27 070 604
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7					
	8	2 679,00		193 632 392	54 208 310	247 840 702
Élus	9	19,00		1 541 413	588 588	2 130 001
	10	2 698,00		195 173 805	54 796 898	249 970 703

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.

2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (L.R.Q., c. A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Ainsi, certaines informations relatives à la rémunération et aux charges sociales sont remplacées par des astérisques à l'impression du document, s'il y a lieu.

**ANALYSE DE L'ACTIVITÉ « EAU ET ÉGOUT » NON CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012**

		Revenus de transfert		
		Gouvernement du Québec	Gouvernement du Canada	Total
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	11	227 848	547 306	775 154
Réseau de distribution de l'eau potable	12	2 124 027	1 041 993	3 166 020
Traitement des eaux usées	13	1 936 661	401 885	2 338 546
Réseaux d'égout	14	5 321 350	2 066 380	7 387 730

**ANALYSE DU COÛT DES SERVICES MUNICIPAUX NON CONSOLIDÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012**

<i>Non audité</i>		Charges avant amortissement	+	Amortissement des immo- bilisations	=	Charges	-	Services rendus	=	Coût des services municipaux	Frais de financement	
Administration générale												
Application de la loi	1	6 029 914	27	250 917	53	6 280 831	79		105	6 280 831	131	88 649
Évaluation	2	6 036 578	28	251 589	54	6 288 167	80		106	6 288 167	132	88 746
Autres	3	49 185 557	29	2 228 295	55	51 413 852	81	1 600 858	107	49 812 994	133	1 574 178
	4	61 252 049	30	2 730 801	56	63 982 850	82	1 600 858	108	62 381 992	134	1 751 573
Sécurité publique												
Police	5	63 264 808	31	2 648 425	57	65 913 233	83	1 689 867	109	64 223 366	135	1 026 791
Sécurité incendie	6	33 915 394	32	1 717 687	58	35 633 081	84	398 156	110	35 234 925	136	1 618 295
Sécurité civile	7	198 630	33	8 169	59	206 799	85		111	206 799	137	2 920
Autres	8	3 462 234	34		60	3 462 234	86		112	3 462 234	138	50 900
	9	100 841 066	35	4 374 281	61	105 215 347	87	2 088 023	113	103 127 324	139	2 698 906
Transport												
Réseau routier												
Voirie municipale	10	16 653 953	36	19 845 455	62	36 499 408	88	822 989	114	35 676 419	140	6 284 871
Enlèvement de la neige	11	17 995 950	37	404 331	63	18 400 281	89	101 158	115	18 299 123	141	402 892
Autres	12	8 483 525	38	3 046 728	64	11 530 253	90	2 282 421	116	9 247 832	142	1 400 834
Transport collectif	13	45 827 153	39		65	45 827 153	91		117	45 827 153	143	673 725
Autres	14	608 741	40		66	608 741	92	414 690	118	194 051	144	8 949
	15	89 569 322	41	23 296 514	67	112 865 836	93	3 621 258	119	109 244 578	145	8 771 271
Hygiène du milieu												
Eau et égout												
Approvisionnement et traitement de l'eau potable												
Réseau de distribution de l'eau potable	16	5 946 803	42	2 257 821	68	8 204 624	94	53 882	120	8 150 742	146	386 413
Traitement des eaux usées	17	11 501 642	43	5 537 714	69	17 039 356	95	49 525	121	16 989 831	147	2 076 275
Réseaux d'égout	18	9 769 428	44	3 603 211	70	13 372 639	96	152 176	122	13 220 463	148	3 099 959
Autres	19	10 896 113	45	12 707 568	71	23 603 681	97		123	23 603 681	149	6 206 240
Matières résiduelles												
Déchets domestiques et assimilés	20	14 378 533	46	557 528	72	14 936 061	98	1 199 254	124	13 736 807	150	221 707
Matières recyclables	21	8 535 897	47	875 018	73	9 410 915	99	26 451	125	9 384 464	151	290 359
Autres	22	904 073	48		74	904 073	100		126	904 073	152	165 983
Cours d'eau	23		49		75		101		127		153	
Protection de l'environnement	24	982 915	50	52 613	76	1 035 528	102	132 209	128	903 319	154	52 087
Autres	25	637 016	51	10 406	77	647 422	103	92 584	129	554 838	155	32 747
	26	63 552 420	52	25 601 879	78	89 154 299	104	1 706 081	130	87 448 218	156	12 531 770

**ANALYSE DU COÛT DES SERVICES MUNICIPAUX NON CONSOLIDÉ (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012**

<i>Non audité</i>	Charges avant amortissement		+ Amortissement des immobilisations		= Charges		- Services rendus		= Coût des services municipaux		Frais de financement	
Santé et bien-être												
Logement social	157	1 092 972	172	3 766	187	1 096 738	202		217	1 096 738	232	16 068
Sécurité du revenu	158		173		188		203		218		233	
Autres	159	1 459 762	174		189	1 459 762	204	17 512	219	1 442 250	234	21 461
	160	2 552 734	175	3 766	190	2 556 500	205	17 512	220	2 538 988	235	37 529
Aménagement, urbanisme et développement												
Aménagement, urbanisme et zonage	161	12 592 013	176	75 100	191	12 667 113	206	601 126	221	12 065 987	236	940 925
Rénovation urbaine	162	8 855 265	177		192	8 855 265	207		222	8 855 265	237	217 813
Promotion et développement économique	163	5 699 384	178	96 880	193	5 796 264	208	2 936	223	5 793 328	238	353 868
Autres	164	1 166 208	179		194	1 166 208	209	45 645	224	1 120 563	239	17 145
	165	28 312 870	180	171 980	195	28 484 850	210	649 707	225	27 835 143	240	1 529 751
Loisirs et culture												
Activités récréatives	166	60 066 058	181	7 515 142	196	67 581 200	211	5 327 107	226	62 254 093	241	3 378 336
Activités culturelles												
Bibliothèques	167	10 568 958	182	287 301	197	10 856 259	212	247 958	227	10 608 301	242	222 576
Autres	168	8 147 957	183	832 055	198	8 980 012	213	1 851 796	228	7 128 216	243	679 184
	169	78 782 973	184	8 634 498	199	87 417 471	214	7 426 861	229	79 990 610	244	4 280 096
Réseau d'électricité	170		185		200		215		230		245	
	171	424 863 434	186	64 813 719	201	489 677 153	216	17 110 300	231	472 566 853	246	31 600 896

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS NON CONSOLIDÉES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012****Non audité**

		2012	2011
Rémunération	1	444 646	707 550
Charges sociales	2	91 073	144 920
Biens et services	3	74 315 361	155 980 781
Frais de financement	4		
Autres	5		
	6	74 851 080	156 833 251

**ANALYSE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ NON CONSOLIDÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012**

Non audité

		2012	2011
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté			
Solde au début de l'exercice	1	50 973 684	45 989 666
Redressement aux exercices antérieurs	2		
Solde redressé au début de l'exercice	3	50 973 684	45 989 666
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	4	26 782 376	33 066 990
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	5	(9 627 546)	(183 184)
Activités d'investissement	6	(1 903 547)	(1 925 120)
Excédent de fonctionnement affecté	7	(18 992 715)	(27 702 535)
Réserves financières et fonds réservés	8		
Montant à pourvoir dans le futur	9		
Financement des investissements en cours	10	2 571 864	1 727 867
	11	(1 169 568)	4 984 018
Solde à la fin de l'exercice	12	49 804 116	50 973 684
Excédent de fonctionnement affecté			
Solde au début de l'exercice	13	86 564 383	75 953 303
Redressement aux exercices antérieurs	14		
Solde redressé au début de l'exercice	15	86 564 383	75 953 303
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	16	(18 784 622)	(11 698 582)
Activités d'investissement	17	(14 727 478)	(5 481 674)
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	18	18 992 715	27 702 535
Financement des investissements en cours	19	235 521	88 801
Investissement net dans les éléments à long terme	20		
	21	(14 283 864)	10 611 080
Solde à la fin de l'exercice	22	72 280 519	86 564 383
Réserves financières et fonds réservés			
Solde au début de l'exercice	23	13 048 602	11 731 340
Redressement aux exercices antérieurs	24		
Solde redressé au début de l'exercice	25	13 048 602	11 731 340
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	26	6 631 939	7 891 983
Activités d'investissement	27	(6 811 614)	(6 890 819)
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	28		
Financement des investissements en cours	29	989 246	316 098
	30	809 571	1 317 262
Solde à la fin de l'exercice	31	13 858 173	13 048 602

ANALYSE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ NON CONSOLIDÉ (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012

Non audité

		2012	2011
Montant à pouvoir dans le futur			
Solde au début de l'exercice	32	(42 059 722)	(36 299 227)
Redressement aux exercices antérieurs	33		
Solde redressé au début de l'exercice	34	(42 059 722)	(36 299 227)
Augmentation de l'exercice			
Avantages sociaux futurs			
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007			
Régimes capitalisés	35	())	())
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007			
Régimes capitalisés			
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	36	(9 255 595)	(6 690 795)
Autres	37	(2 989 740)	())
Régimes non capitalisés	38	(1 160 644)	(1 151 544)
Frais de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	39	())	())
Autres	40	())	())
	41	(13 405 979)	(7 842 339)
Diminution de l'exercice			
	42	2 221 740	2 081 844
	43	(11 184 239)	(5 760 495)
Solde à la fin de l'exercice	44	(53 243 961)	(42 059 722)
Financement des investissements en cours			
Solde au début de l'exercice	45	13 492 315	23 006 767
Redressement aux exercices antérieurs	46		
Solde redressé au début de l'exercice	47	13 492 315	23 006 767
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	48	71 305 264	(7 381 686)
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	49		
Excédent de fonctionnement affecté	50	(2 571 864)	(1 727 867)
Réserves financières et fonds réservés	51	(235 521)	(88 801)
	52	(989 246)	(316 098)
	53	67 508 633	(9 514 452)
Solde à la fin de l'exercice	54	81 000 948	13 492 315
Investissement net dans les éléments à long terme			
Solde au début de l'exercice	55	969 565 134	881 205 972
Redressement aux exercices antérieurs	56		
Solde redressé au début de l'exercice	57	969 565 134	881 205 972
Variation de l'exercice	58	(17 486 995)	88 359 162
Solde à la fin de l'exercice	59	952 078 139	969 565 134

**FONDS DE ROULEMENT NON CONSOLIDÉ
CAPITAL AUTORISÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012**

Non audité

	<u>RÈGLEMENT N°</u>	<u>MONTANT AUTORISÉ</u>
CAPITAL AUTORISÉ AU 1 ^{ER} JANVIER	1	<u>11 133 477</u>
Augmentation		
À même l'excédent de fonctionnement	<u>2</u>	
Par l'imposition d'une taxe spéciale	<u>3</u>	
Par l'adoption d'un règlement d'emprunt	<u>4</u>	
	5	<u>11 133 477</u>
Diminution		
	<u>6</u>	
CAPITAL AUTORISÉ AU 31 DÉCEMBRE	7	<u>11 133 477</u>

**SOLDES DISPONIBLES DES RÈGLEMENTS D'EMPRUNT FERMÉS NON CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012**

Non audité

	Solde au 1 ^{er} janvier	Redressement aux exercices antérieurs (note 18)	Règlements d'emprunt fermés		Utilisation de l'exercice	Transferts	Solde au 31 décembre				
			Activités de fonctionnement	Activités d'in- vestissement							
Montant non réservé	1	2	3	4	5	6	7				
Montant réservé pour le service de la dette	8	261 000	9	10	11	514 867	12	8 879	13	14	766 988
	15	261 000	16	17	18	514 867	19	8 879	20	21	766 988

**EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT DU RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ
À DES FINS FISCALES NON CONSOLIDÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012**

<i>Non audité</i>	2012		2011
	Budget	Réalizations	Réalizations
Revenus			
Ventes d'électricité			
Domestique et agricole	1		
Générale et institutionnelle	2		
Industrielle	3		
Autres	4		
Autres revenus	5		
	6		
Charges			
Achat d'énergie	7		
Taxe sur le revenu brut	8		
Frais d'exploitation	9		
Autres frais	10		
Frais de financement	11		
Amortissement des immobilisations	12		
	13		
Partie imputée à la municipalité pour consommation d'électricité	14 () () (
	15		
Excédent (déficit) de fonctionnement avant conciliation à des fins fiscales	16		
CONCILIATION À DES FINS FISCALES			
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Immobilisations			
Amortissement	17		
Produit de cession	18		
(Gain) perte sur cession	19		
Réduction de valeur	20		
	21		
Financement			
Financement à long terme des activités de fonctionnement	22		
Remboursement de la dette à long terme	23 () () (
	24		
Affectations			
Activités d'investissement	25 () () (
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	26		
Excédent de fonctionnement affecté	27		
Réserves financières et fonds réservés	28		
Montant à pourvoir dans le futur	29		
Financement des investissements en cours	30		
	31		
	32		
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	33		

**TAUX DES TAXES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012**

Non audité**Taxes sur la valeur foncière****Du 100 \$ d'évaluation****Taxes générales**

Taxe foncière générale (taux unique)	1	□ , □ □ □ □ \$
Taxe foncière générale (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	2	□ 0 , □ 7 □ 7 □ 2 □ 4 \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	3	□ 0 , □ 7 □ 9 □ 8 □ 3 \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	4	□ 2 , □ 5 □ 4 □ 4 □ 4 \$
Catégorie des immeubles industriels	5	□ 2 , □ 5 □ 4 □ 4 □ 4 \$
Catégorie des terrains vagues desservis	6	□ 1 , □ 3 □ 1 □ 5 □ 9 \$
Catégorie des immeubles agricoles	7	□ 0 , □ 6 □ 9 □ 4 □ 3 \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour le service de la dette (taux unique)	8	□ , □ □ □ □ \$
Taxes spéciales pour le service de la dette (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	9	□ 0 , □ 1 □ 2 □ 7 □ 8 \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	10	□ 0 , □ 1 □ 2 □ 7 □ 8 \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	11	□ 0 , □ 1 □ 2 □ 7 □ 8 \$
Catégorie des immeubles industriels	12	□ 0 , □ 1 □ 2 □ 7 □ 8 \$
Catégorie des terrains vagues desservis	13	□ 0 , □ 1 □ 2 □ 7 □ 8 \$
Catégorie des immeubles agricoles	14	□ 0 , □ 1 □ 2 □ 7 □ 8 \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour les activités de fonctionnement (taux unique)	15	□ , □ □ □ □ \$
Taxes spéciales pour les activités de fonctionnement (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	16	□ 0 , □ 1 □ 7 □ 9 □ 6 \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	17	□ 0 , □ 1 □ 7 □ 9 □ 6 \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	18	□ 0 , □ 1 □ 7 □ 9 □ 6 \$
Catégorie des immeubles industriels	19	□ 0 , □ 1 □ 7 □ 9 □ 6 \$
Catégorie des terrains vagues desservis	20	□ 0 , □ 1 □ 7 □ 9 □ 6 \$
Catégorie des immeubles agricoles	21	□ 0 , □ 1 □ 7 □ 9 □ 6 \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour les activités d'investissement (taux unique)	22	□ , □ □ □ □ \$
Taxes spéciales pour les activités d'investissement (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	23	□ , □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	24	□ , □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	25	□ , □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles industriels	26	□ , □ □ □ □ \$
Catégorie des terrains vagues desservis	27	□ , □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles agricoles	28	□ , □ □ □ □ \$

TAUX DES TAXES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012

Non audité**Compensations et tarification pour services municipaux résidentiels**

(Montant fixe)

		Par unité de logement	
Eau	1	[] [] [] [] , [] []	\$
Égout	2	[] [] [] [] , [] []	\$
Eau et égout	3	[] [] [] [] , [] []	\$
Traitement des eaux usées	4	[] [] [] [] , [] []	\$
Matières résiduelles	5	[1] [3] [7] , [7] [3]	\$

% de la valeur locative**Taxe d'affaires sur la valeur locative**

6 [] [] [] , [] [] [] [] %

Autres taxes et compensations, et autres modes de tarification

Description	Taux	Code ¹	Préciser
-------------	------	-------------------	----------

1. Code : 1 - du 100 \$ d'évaluation
 2 - du mètre carré
 3 - du mètre linéaire
 4 - tarif fixe (compensation)

5 - du 1 000 litres
 6 - % de la valeur locative
 7 - autres (préciser)

**QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012**

Non audité	OUI	NON	S.O.
1. Est-ce que le rapport financier est consolidé? Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats.	1 <input checked="" type="checkbox"/>	2 <input type="checkbox"/>	
Si oui, présentez-vous le budget consolidé?	3 <input checked="" type="checkbox"/>	4 <input type="checkbox"/>	
2. La municipalité a-t-elle versé des subventions en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., c. A-19.1), d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité ou de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (L.R.Q., c. S-8)?	5 <input checked="" type="checkbox"/>	6 <input type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer les montants suivants :			
a) le montant total versé en 2012	7	6 989 647 \$	
b) le solde estimatif au 31 décembre 2012 des engagements en vertu du règlement concerné	8	5 007 180 \$	
3. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (L.R.Q., c. C-47.1)?	9 <input checked="" type="checkbox"/>	10 <input type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer les montants versés pour l'exercice :			
a) crédits de taxes	11	290 643 \$	
b) autres formes d'aide	12	\$	
4. La municipalité a-t-elle reçu du MAPAQ des remboursements de taxes de 2012 pour des exploitations agricoles enregistrées?	13 <input checked="" type="checkbox"/>	14 <input type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	15	174 481 \$	
5. La municipalité a-t-elle reçu des revenus de taxes provenant d'une centrale thermique?	16 <input type="checkbox"/>	17 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	18	\$	
6. Quelle est la population saisonnière de la municipalité, soit la population qui s'ajoute au nombre d'habitants établi par décret?	19	20 <input checked="" type="checkbox"/>	

**AUTRES DONNÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012**

ORGANISME MUNICIPAL

Adresse 25 rue Laurier
(no) (rue)
Gatineau J8X 3Y9
(Municipalité) (Code postal)

Téléphone (819) 243-2345
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (819) 595-7377
(ind. rég.) (numéro)

Courriel gatineau.ca

TRÉSORIER OU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER

Nom André Barbeau

Téléphone (819) 243-2345 7213
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (819) 595-7377
(ind. rég.) (numéro)

Courriel barbeau.andre@gatineau.ca

AUDITEUR INDÉPENDANT

Nom Deloitte s.e.n.c.r.l.

Titre Comptables professionnels agréés CA

Adresse 200 rue Montcalm suite 405
(no) (rue)
Gatineau J8Y 3B5
(Municipalité) (Code postal)

Téléphone (819) 770-3221
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (819) 770-9662
(ind. rég.) (numéro)

Courriel aethier@deloitte.ca

Responsable du dossier Anne-Marie Éthier CPA auditrice, CA

VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL (s'il y a lieu)

Nom Alain Girard

Titre Comptable professionnel agréé CA

Adresse 25 rue Laurier
(no) (rue)
Gatineau J8X 3Y9
(Municipalité) (Code postal)

Téléphone (819) 243-2345 2303
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (819) 243-2362
(ind. rég.) (numéro)

Courriel girard.alain@gatineau.ca

RICHESSSE FONCIÈRE AUX FINS DE LA PÉRÉQUATION DE 2014

Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM
selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2012

1

Facteur comparatif

2

Valeur uniformisée

3 _____

FORMULAIRE ÉLECTRONIQUE DE TRANSMISSION ET D'ATTESTATION

Je , AB , atteste que le rapport financier consolidé de Gatineau pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2012, déposé lors de la séance du conseil du 2013-05-07 , est transmis de façon électronique au ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire.

Je certifie que les informations ainsi que le rapport de l'auditeur indépendant et mon rapport de trésorier ou secrétaire-trésorier transmis de façon électronique au même Ministère sont conformes à ceux déposés lors de la séance du conseil.

Cette transmission est effectuée conformément à la procédure établie par le Ministère.

Je confirme qu'en appuyant sur le bouton "Attester", je manifeste mon consentement au même titre qu'une signature manuscrite.

L'excédent (déficit) de l'exercice à la page S18 ligne 22 est de	<u>86 575 064 \$</u>
Le taux global de taxation réel de 2012 à la page S34 ligne 6 est de	<u>1,2980 \$</u>

Date et heure de la dernière modification : 2013-06-10 15:20:04

Date de transmission au Ministère : 2013/05/07

Sommaire de l'information financière consolidée

Exercice terminé le 31 décembre 2012

Ce sommaire de l'information financière est extrait du rapport financier consolidé déposé au Conseil et attesté par le trésorier. Pour plus de détails, se référer à ce rapport financier consolidé.

Nom : Gatineau

**Affaires municipales,
Régions et Occupation
du territoire**

Québec 

**SOMMAIRE DES RÉSULTATS À DES FINS FISCALES CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012**

	Réalizations 2011		Budget 2012		Réalizations 2012		
		Administration municipale		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés	Total consolidé ¹
Revenus							
Fonctionnement	1	491 749 596	495 302 000	515 702 847	118 960 768	584 120 330	
Investissement	2	67 804 578	20 399 000	29 768 740	51 219 984	80 988 724	
	3	559 554 174	515 701 000	545 471 587	170 180 752	665 109 054	
Charges	4	469 557 599	488 953 616	521 278 049	107 799 226	578 533 990	
Excédent (déficit) de l'exercice	5	89 996 575	26 747 384	24 193 538	62 381 526	86 575 064	
Moins : revenus d'investissement	6	(67 804 578)	(20 399 000)	(29 768 740)	(51 219 984)	(80 988 724)	
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	7	22 191 997	6 348 384	(5 575 202)	11 161 542	5 586 340	
Éléments de conciliation à des fins fiscales							
Amortissement des immobilisations	8	61 986 392	62 508 465	64 813 719	10 196 841	75 010 560	
Financement à long terme des activités de fonctionnement	9	1 760 619		6 262 330		6 262 330	
Remboursement de la dette à long terme	10	(40 531 103)	(38 650 250)	(41 085 240)	(4 528 476)	(45 613 716)	
Affectations							
Activités d'investissement	11	(23 405 932)	(25 870 600)	(32 466 903)	(17 966 821)	(50 433 724)	
Excédent (déficit) accumulé	12	9 750 278	1 763 001	32 964 468	248 646	33 213 114	
Autres éléments de conciliation	13	1 314 739		1 869 204	2 287 899	4 157 103	
	14	10 874 993	(249 384)	32 357 578	(9 761 911)	22 595 667	
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	15	33 066 990	6 099 000	26 782 376	1 399 631	28 182 007	

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

Extrait du rapport financier, pages S7 et S8

**SOMMAIRE DE LA SITUATION FINANCIÈRE CONSOLIDÉE
AU 31 DÉCEMBRE 2012**

		2011	2012	2011
		Administration municipale	Administration municipale	Total consolidé
Actifs financiers				
Débiteurs	1	168 800 933	160 174 119	325 186 699
Autres	2	150 957 700	215 186 987	232 910 434
	3	319 758 633	375 361 106	558 097 133
Passifs				
Dette à long terme	4	500 283 068	534 171 029	785 538 670
Passif au titre des avantages sociaux futurs	5	24 600 300	26 623 200	24 908 900
Autres	6	118 308 731	122 112 157	147 032 416
	7	643 192 099	682 906 386	957 479 986
Actifs financiers nets (dette nette)	8	(323 433 466)	(307 545 280)	(399 382 853)
Actifs non financiers				
Immobilisations	9	1 395 603 116	1 404 114 786	1 751 036 212
Autres	10	19 414 746	19 208 428	22 775 168
	11	1 415 017 862	1 423 323 214	1 773 811 380
Excédent (déficit) accumulé				
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	12	50 973 684	49 804 116	53 276 976
Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés	13	99 612 985	86 138 692	93 036 473
Montant à pourvoir dans le futur	14 (	42 059 722 ) (	53 243 961 ) (	56 287 861) (
Financement des investissements en cours	15	13 492 315	81 000 948	85 407 055
Investissement net dans les éléments à long terme	16	969 565 134	952 078 139	1 198 995 884
	17	1 091 584 396	1 115 777 934	1 374 428 527

Extrait du rapport financier, page S11 et S23-1

**DÉTAIL DE L'EXCÉDENT DE FONCTIONNEMENT AFFECTÉ, DES RÉSERVES FINANCIÈRES
ET DES FONDS RÉSERVÉS CONSOLIDÉS
AU 31 DÉCEMBRE 2012**

		2012	2011
Excédent de fonctionnement affecté - Administration municipale			
- Projets majeurs	18	10 462 608	16 262 608
- Divers projets	19	21 402 298	30 937 516
- Projets en cours	20	22 804 800	19 944 345
- Dépenses en immobilisation	21	3 349 457	3 528 849
- Engagements	22	6 910 863	7 954 294
- Autres affectations	23	7 350 494	7 936 771
-	24		
-	25		
-	26		
	27	72 280 520	86 564 383
Excédent de fonctionnement affecté- Organismes contrôlés			
	28	5 639 438	5 043 990
	29	77 919 958	91 608 373
Réserves financières			
Fonds réservés	30		
	31	15 116 515	14 291 277
	32	93 036 473	105 899 650

Extrait du rapport financier, page S23-1

**SOMMAIRE DES REVENUS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012**

		Réalisations 2011	Budget 2012	Réalisations 2012	
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Total consolidé
Fonctionnement					
Taxes	1	349 823 353	361 720 000	363 204 185	363 204 185
Compensations tenant lieu de taxes	2	49 499 197	50 626 000	51 002 237	51 002 237
Quotes-parts	3				164 104
Transferts	4	26 392 682	24 303 000	29 267 926	52 922 976
Services rendus	5	16 993 135	14 794 000	17 110 300	56 737 290
Autres	6	49 041 229	43 859 000	55 118 199	60 089 538
	7	491 749 596	495 302 000	515 702 847	584 120 330
Investissement					
Taxes	8				
Quotes-parts	9				
Transferts	10	20 959 503	20 399 000	16 783 046	68 155 039
Autres	11	46 845 075		12 985 694	12 833 685
	12	67 804 578	20 399 000	29 768 740	80 988 724
	13	559 554 174	515 701 000	545 471 587	665 109 054

Extrait du rapport financier, page S7

**SOMMAIRE DES CHARGES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012**

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2012	Réalizations 2012			Réalizations 2012	Réalizations 2011
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total		
Administration générale							
Évaluation	1	5 775 492	6 036 578	251 589	6 288 167	6 288 167	5 494 803
Autres	2	49 437 729	55 215 471	2 479 212	57 694 683	57 694 683	49 532 257
Sécurité publique							
Police	3	60 957 214	63 264 808	2 648 425	65 913 233	65 913 233	59 605 008
Sécurité incendie	4	35 050 922	33 915 394	1 717 687	35 633 081	35 633 081	33 288 412
Autres	5	2 775 262	3 660 864	8 169	3 669 033	3 669 033	3 280 342
Transport							
Réseau routier	6	41 994 795	43 133 428	23 296 514	66 429 942	66 429 942	60 533 715
Transport collectif	7	45 732 990	45 827 153		45 827 153	95 126 065	90 171 667
Autres	8	192 940	608 741		608 741	608 741	706 957
Hygiène du milieu							
Eau et égout	9	36 874 977	38 113 986	24 106 314	62 220 300	62 220 300	57 833 410
Matières résiduelles	10	23 757 040	23 818 503	1 432 546	25 251 049	25 251 049	24 858 300
Autres	11	1 315 822	1 619 931	63 019	1 682 950	1 682 950	1 120 617
Santé et bien-être	12	3 271 568	2 552 734	3 766	2 556 500	2 556 500	1 963 423
Aménagement, urbanisme et développement							
Aménagement, urbanisme et zonage	13	13 693 852	12 592 013	75 100	12 667 113	12 667 113	11 345 047
Promotion et développement économique	14	4 849 526	5 699 384	96 880	5 796 264	6 080 071	6 495 415
Autres	15	1 392 498	10 021 473		10 021 473	10 021 473	4 745 854
Loisirs et culture	16	68 129 293	78 782 973	8 634 498	87 417 471	91 645 559	81 780 745
Réseau d'électricité	17						
Frais de financement	18	31 243 231	31 600 896		31 600 896	35 046 030	33 646 300
Amortissement des immobilisations	19	62 508 465	64 813 719	(64 813 719)			
	20	488 953 616	521 278 049		521 278 049	578 533 990	526 402 272

Extrait du rapport financier, pages S28-1 à S28-3